BI-HEBDOMADAIRE D'INFORMATION ET D'ACTION SOCIALE PARAISSANT AU CONGO-BRAZZAVILLE

LA SEMAINE AFRICAINE

68ème année

www.lasemaineafricaine.net

N° 4006 du Vendredi 2 Octobre 2020 - 68e Année - Siège Social: Bd Lyautey - Brazzaville - B.P.: 2080 -
- CONGO: 500 F. CFA - FRANCE: 1,75 Euro -Tél.: (+ 242) 06 579.39.75 - 04.105.20.77 - E-mail: lasemaineafricaine@yahoo.fr

BRAZZAVILLE

Les travaux avançaient à pas de géant... (P.3)

L'arrêt du chantier Makazou-Mairie Mfilou douche la population

SESSION DIOCESAINE PRECEDANT L'OUVERTURE DE L'ANNEE PASTORALE 2020-2021

«Chrétien de Brazzaville, qu'as-tu fait de ton baptême? -Sois enraciné en Christ-»

Mgr Anatole Milandou (P.9)

COVID-19

Couvre-feu assoupli, mais après ?

(P.4)

Editorial

S.O.S. Hôpital

ASSOCIATION JHONY CHANCEL POUR LES ALBINOS (AJCA)

Jhony Chancel Ngamouana et Sara Della Corte avec les bénéficiaires des kits

Des kits pour les albinos

(P.10)

Avis de recrutement

Poste: Assistant de Recherche Santé Faunique (H/F)

Localisation: Ouesso (Congo)
- Parc National de Nouabale-ndoki, Reserve Communautaire du Lac télé et PROGEPP Kabo
- Laboratoire National
- Ministère de l'Économie Forestière
- Les services de santé animale au Congo (Direction Départementale de la Sante, DD Agriculture et Élevage, etc.)

Type de contrat: Contrat de travail à Durée Déterminée (CDD de 1 an renouvelable)

Objectif:
Ce poste a pour objectifs d'appuyer le coordinateur du projet dans les différents aspects de sa bonne mise en œuvre tel que défini par le programme WCS Congo et le coordinateur du projet. Ceci inclut le suivi des Zoonose, la mise en place des meilleures pratiques en terme de sante animales dans les sites de WCS et ses partenaires, collaborer et former les partenaires le cas échéant.

Tâches spécifiques

Sur le plan technique
• Participer à l'organisation et à la mise en œuvre dans toutes les missions de sensibilisation ou l'éducation des communautés locales sur les maladies émergentes; • Participer si besoin aux missions de reconnaissance (recces, hexagones ou transects) sur le terrain; • Participer aux prélèvements et assurer la bonne conservation des échantillons biologiques (carcasses, crottes, etc.); • Assister et participer aux missions de terrain (capture des chauves-souris, souris, potamochères et autres); • Organise les missions relatives aux camera-pièges et relevés météorologique; • Maintenir à jour les bases de données du projet ainsi que des échantillons; • Faire des rapports après chaque mission et participer à la rédaction du rapport mensuel; • Toutes autres tâches à la demande de la Coordination du projet ou du programme en rapport avec ses capacités.

Sur le plan administratif et de la logistique
• Faire la préparation de logistique (nutrition, équipements, etc.) nécessaire au bon déroulement des missions sur le terrain; • Gérer les équipements et matériaux de travail mis à ta disposition par le programme vétérinaire (WHP), et assurer l'entretien de ces équipements; • Assurer l'entretien des équipements, leur conservation, entretenir et de sécher les équipements et/ou matériaux après chaque mission de terrain;
• Etre toujours prêt et disponible pour les missions de terrain.

Aptitudes recherchées
- Grande expérience dans la sensibilisation et le travail avec les communautés
- Expérience dans les transects et recces, mission en forêt et camera-piège sera considérée comme un plus;
- Bonne capacité d'organisation, incluant la logistique,
- Bonne capacité rédactionnelle et maitrise du Pack office (word, excel, power point)
- Rigueur au travail
- Autonomie et rigueur dans la gestion de données et base de données (Excel)
- Bonne capacité de communication et de travail en équipe multi-culturelle
- Maitrise du Français et du lingala
- La maitrise de l'anglais est un plus.

Documents à fournir et date limite
● Curriculum vitae de 02 pages maximum avec 3 contacts de référence;
● Lettre de motivation adressée au Directeur Général de WCS Congo

Les dossiers sont à envoyer par email à l'adresse wcscongobrazza@wcs.org, en mentionnant dans l'objet du mail «Assistant Programme Santé Faunique (H/F) - Ouesso». Ou bien, veuillez déposer votre candidature aux bureaux WCS à l'une des adresses suivantes:

WCS Brazzaville
151 avenues Générales de Gaulle
Plateau - Ville

WCS Ouesso
Avenue Marien Ngouabi
Vers le Conseil Départemental de la Sangha

Ce poste est ouvert jusqu'au 01 décembre 2020.

NB: Seuls les candidats présélectionnés seront contactés à passer les différents entretiens.

Office notarial YABBA T-LIBENGUE
Etude de Maître Ghislain Christian YABBAT-LIBENGUE Notaire à Pointe-Noire
Avenue Charles de Gaulle, immeuble ex air Afrique face hôtel Elaïs,
Tél:06664.85.64/04432.52.12.
B.P: 4821, E-mail: abbatchristian a yahoo.fr,
Pointe-Noire - République du Congo.

MAMOLA RELIANCE SHIPPING COMPANY LTD INC.

Société de droit panaméen au capital de 10.000 $ USD
Siège social : Tour ADR, 8ème étage, Avenue Samuel Lewis et 58ème Rue
Lotissement Obaffio, Panama city
REPUBLIQUE DU PANAMA

Aux termes du procès-verbal de seance extraordlnalre du Conseil d'Administration, de la société «MAMOLA RELTANCE SHIPPING COMPANY LTD TNC en date du 22 Juin 2020 déposé au rang des minutes du Notaire soussigné, le 31 Juillet 2020, enregistré à Pointe-Noire, le 31 Juillet 2020, sous le folio 143/19 N O 3931, il a été décidé de la fermeture de la succursale «MAMOLA RELIANCE SHIPPING COMPANY LTD INC», en République du congo et de sa radiation au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier.

Dépôt: Au Greffe du Tribunal de Commerce de Pointe-Noire, sous le numéro 20 DA 410, du 10 2020 (CG/PNR/15 B 602)

Fait à Pointe-Noire, le 13 Août 2020.

Maître G. Christian YABBAT-LIBENGUE -

Etude de Maître Brisiaine KOUTOU
Notaire
Sise 55, rue MOE VANGOULA, immeuble SEKOU,
en face du café de Paris, marché plateau centre-ville,
Pointe-Noire, téléphone:
06 657 45 55/ 04 433 87 96

MODIFICATION DE L'OBJET SOCIAL MAOUENE EXPRESS

Société Anonyme avec conseil d'administration au capital de CINQUANTE MILLIONS DE FCFA 98 Avenue Alger, quartier 7-7 de Dany, arrondissement 1103 Tié-Tié Téléphone: 05 557 57 79/ 06 657 57 79/ 04 446 28 67 RCCM N° CG/PNR/09 B 1219 Pointe - Noire

Aux termes d'un procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire dressé par Maître Brislaine KOUTOU, Notaire, en date du dix-huit septembre deux mil dix-sept, dûment enregistré le vingt-six octobre deux mil dix-sept, sous le folio 194/49, n° 7570, les actionnaires de la Société MAOUENE EXPRESS SA avec Conseil d'Administration, ont décidé de modifier l'objet social ainsi qu'il suit:

- Transfert intérieur des fonds;
- Intermédiaire dans le transfert extérieur des fonds; Domiciliation de salaires et pensions.

Pour avis

Le Notaire

ETUDE Maître Maurice MASSELOT
NOTAIRE
B.P: 4866, téléphone: (00242) 06 667 OO 66
104, Avenue LOEMBET Benoît, derrière ALUCONGO,
Face Laboratoire de Total.
E-mail : masselotnotaire@gmail.com

Insertion légale

SOCIETE EQUATORIALE PHARMACEUTIQUE
Société Anonyme avec Conseil d'administration
Au capital social de 245.000.000 F.CFA
Siège Social: Pointe-Noire (République du Congo)
Avenue Bitélika Dombi — BP 5566
R.C.C.M. POINTE-NOIRE (CG/PNWIOB1589)

Aux termes d'une délibération en date du I er septembre 2020 le Conseil d'administration de la société.
- A décidé de nommer, à compter du 1er septembre 2020, en qualité de Directeur Général de la Société, Monsieur Sylvain VOLETTI, demeurant à Pointe-Noire (République du Congo) 93, Avenue Georges DUMOND, en remplacement de Monsieur Edouard FAVREAU.

Pour avis

Maître Maurice MASSELOT
NOTAIRE

ASSEMBLEE NATIONALE

Jean-Valère Eteka Yemet plaide pour un budget conséquent

Le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, s'est entretenu les 28 et 29 septembre dernier avec le président de la Commission nationale des droits de l'homme, Jean-Valère Eteka Yemet, et l'ambassadeur du Rwanda en République du Congo, Jean-Baptiste Habyalimana, arrivé en fin de mandat, après cinq ans d'exercice.

Jean-Valère Eteka Yemet y est allé pour deux choses: plaider pour une augmentation de son budget. *«Il est largement insuffisant. On espère que ça sera revu à la hausse de sorte que nous puissions en même temps avoir un budget conséquent pour soumettre notre dossier afin d'accéder au statut A des Institutions nationales des droits de l'homme»*, a-t-il affirmé.

La deuxième motivation du président de la Commission nationale des droits de l'homme portait sur l'observation des élections prochaines. *«Pour nous, c'est un devoir puisque l'Institution a pour mission principale le suivi de la promotion et de la protection des droits de l'homme. Et parmi les droits de l'homme, nous avons le droit à l'élection qui se décline en droit d'élire et d'être élu. Par rapport à ce droit-là, nous allons en faire le suivi en tant qu'observateur. Nous allons observer l'élection présidentielle dans le sens de la transparence, afin d'apaiser les populations, ainsi que l'opinion nationale et internationale»,* a dit Jean-Valère Eteka Yemet.

Jean-Valère Eteka Yemet

Pour cela, *«nous avons décidé d'aller à la rencontre des pouvoirs publics pour qu'ils puissent nous soutenir et faire passer ce projet. C'est vrai que la Commission nationale, par le passé, a observé les élections, mais elle s'est arrêtée simplement aux grands centres. Cette fois-ci, nous voulons couvrir toutes les circonscriptions. Pour cela, il faut que nous ayons la compréhension des leaders d'opinion. Il n'y a pas plus leaders d'opinion que les élus. Nous recherchons leur appui et leur compréhension»,* a déclaré le président de la Commission nationale des droits de l'homme.

Jean-Baptiste Habyalimana rassure sur la santé du président Paul Kagamé

Pour l'ambassadeur rwandais, le président Paul Kagamé ne s'est jamais aussi bien porté qu'aujourd'hui. *«Ce qui se dit sur les réseaux sociaux, ce ne sont que des fake-news auxquels il ne faut pas faire attention»,* a-t-il précisé.

De l'entretien avec Isidore Mvouba, le diplomate rwandais a confirmé l'excellence des relations bilatérales. *«C'est la diplomatie parlementaire qui doit accompagner la coopération entre nos deux pays. Nous avons parlé du rôle des Parlements dans la région. Tout comme des relations privilégiées entre nos deux pays. Nous devons profiter de ces relations particulières et fraternelles pour renforcer notre coopération, surtout dans certains domaines comme l'agriculture et l'élevage, etc. Nous avons beaucoup d'expertise à échanger. Notre coopération bilatérale, régionale doit être soutenue par la diplomatie parlementaire»*, a-t-il réaffirmé.

Jean-Baptiste Habyalimana

Le diplomate rwandais dit pouvoir quitter le Congo avec l'image d'un pays fraternel et d'un peuple frère.

Cyr Armel YABBAT-NGO

BRAZZAVILLE

L'arrêt du chantier Makazou-Mairie Mfilou douche la population

Depuis bientôt trois semaines, le chantier d'aménagement et de bitumage de la voie d'accès à la mairie de Mfilou-Ngamaba, qui desservira les quartiers Makazou et Mahité, fait du surplace alors que son taux de réalisation dépasse les 90%. Toute chose qui désappointe la population.

La relance de ce chantier confié à la société SGE-C en juin dernier a suscité de l'espoir chez les habitants et les usagers de ce tronçon. Chaque jour, il grouillait d'ouvriers. Les travaux avançaient à pas de géant, constatait-on, parfois même avec une légère avance sur le chronogramme normal. Les habitants de Mfilou-Ngamaba affirmaient déjà que la pénibilité de circulation dans leur arrondissement ne sera bientôt plus qu'un lointain souvenir, puisque l'achèvement de ces travaux signifierait que la route de La Base qui est actuellement leur unique voie goudronnée d'accès et de sortie serait désengorgée. En effet, la circulation y est infernale avec son lot de longues attentes et d'embouteillages fréquents. Malheureusement, le chantier sur lequel ils fondaient beaucoup d'espoir subit de nouveau un retard.

Sera-t-il réamorcé ou carrément abandonné? C'est la question que les habitants et usagers se posent. Difficile d'y répondre pour le moment, car les travaux sont toujours à l'arrêt pour des raisons non encore expliquées. On croyait pourtant que ce chantier allait être relancé sur de nouvelles bases, il n'en serait rien, puisqu'à peine quelques trois mois après son redémarrage, il connaît un arrêt brusque qui perdure avec toutes les conséquences qui en découlent pour le projet et les travailleurs concernés.

La route est désormais livrée aux passants

Vraisemblablement, l'entreprise SEG-C serait encore fragilisée financièrement. *«De notre côté, nous avons bien commencé le boulot, mais depuis deux mois on attend le financement supplémentaire pour poursuivre les travaux. L'entreprise a été obligée de mettre le personnel en congé temporaire. Il ne reste que quatre agents sur le chantier»*, confie une source qui a requis l'anonymat.

La livraison à temps de ce chantier semble s'éloigner au vu des péripéties peu rassurantes que connaît ce projet depuis une décennie. Cet ouvrage est indispensable pour le désenclavement des quartiers de Mfilou-Ngamaba et, à ce titre, il doit faire l'objet d'une attention particulière de la part des pouvoirs publics, à l'instar des autres routes réalisées dans d'autres arrondissements de Brazzaville, dit l'homme de la rue.

Jean ZENGABIO.

Editorial

S.O.S. Hôpital

L'arrivée d'un nouveau directeur général au CHU de Brazzaville est un signe. Dans sa première prise de contact avec la presse, Denis Bernard Raiche a affirmé sa volonté de redresser les situations en distorsion : améliorer les services, assainir la gestion, rendre les médicaments disponibles pour les malades et non pour les lobbies de médecins, faire fonctionner l'appareillage essentiel, contrer l'absentéisme. Bref : faire tout le contraire de ce qui a prévalu jusqu'ici, titanesque !

Le nouveau directeur veut soigner un corps malade de ses presque 2000 agents. 2000 hommes et femmes et autant de pesanteurs, d'habitudes devenues des lois, de privilèges pour les uns et de désagréments pour ceux qui n'ont qu'une hâte ; se rattraper . Notre plus grand hôpital a sauvé des vies, qui peut en douter ? Mais dans le ressenti de l'opinion, la pyramide est irrémédiablement inversée. Comme s'il sortait de cet établissement plus de cercueils que d'anciens malades.

Et les raisons de cet état des faits existent. Les exemples de malades décédant par négligence ne manquent pas. Tout comme les cas de malades à transporter dans le dos parce que l'ascenseur est en panne. De nouveaux nés morts parce qu'un scalpel maladroit leur a tailladé la tête à a césarienne. D'ordonnances de médicaments inutiles, mais qui disparaissent mystérieusement dès le décès qu'ils étaient censés sauver…

Tout cela est vrai. Chacun dans les quartiers a son lot d'anecdotes glaçant le dos, autant d'épisodes que M. Raiche est appelé à effacer en moins de deux ans de mandat. Son prédécesseur et compatriote a essayé. Il s'est heurté à la férocité de ceux qui défendaient leurs positions acquises. La ministre de la Santé a reconnu qu'il avait *«déblayé»* le terrain. Parce qu'il ne s'agit pas de dépoussiérer des acquis mais de rompre avec des années de mauvaises habitudes.

Nous attendons le résultat de cette volonté. Nous attendons l'adhésion des syndicats qui, il y a dix jours encore, réclamaient *«une congolisation des postes»*. La vertu n'est pas plus congolaise que la prévarication n'est étrangère. Nos dirigeants continuent d'aller se faire soigner de préférence à l'étranger. C'est le signe que dans l'hôpital d'aujourd'hui, ce qui manque ce ne sont pas les compétences, mais la confiance.

Et comme elle ne se décrète pas, c'est à nous tous de la construire dans un contexte marqué par les difficultés de tous genres. Ensuite, avec la confiance, nous devons retrouver le respect de la vie. Tant qu'un malade ou un mort ne sera pas vu comme personne en dignité, tous les discours et tous les experts n'y feront rien. Que l'hôpital nous redonne le sourire, nous lui rendrons la confiance.

Albert S. MIANZOUKOUTA

RASSEMBLEMENT CITOYEN (RC) POINTE-NOIRE

Fally-Davy Innocent Louemba-Nzila reconduit comme président fédéral

La fédération Pointe-Noire du Rassemblement citoyen (R.C), le parti du ministre d'Etat Alphonse Claude N'Silou, membre de la majorité présidentielle, a tenu son assemblée générale élective pour renouveler son bureau, le dimanche 27 septembre 2020, dans le premier arrondissement Lumumba. Fally-Davy Innocent Louemba-Nzila a été reconduit à la tête du bureau fédéral qui compte neuf membres.

Présidée par Olivier Mbongolo, délégué national, cette assemblée générale qui s'est déroulée dans le respect des mesures barrières et après la restructuration des bureaux des comités R.C. d'arrondissements, tenait aussi lieu de lancement de la campagne de restructuration des organes intermédiaires et de base du Rassemblement citoyen à travers le pays.

Dans la perspective de l'élection présidentielle de mars 2021, le R.C remet ainsi en ordre sa base, pour se tenir prêt aux côtés des autres forces politiques de la majorité présidentielle.

Dans le cadre de la restructuration des organes intermédiaires et de base du Rassemblement citoyen, le président du bureau national a mis en route une délégation qui est arrivée à Pointe-Noire le 18 septembre dernier. Elle s'est mise à travailler avec la base, jusqu'à réorganiser les bureaux des comités d'arrondissement.

Dimanche 27 septembre ont eu lieu l'élection des membres du bureau fédéral et leur installation. Il s'est agi ainsi de marquer le point de départ de la campagne de restructuration des organes intermédiaires et de base de ce parti. Le mot introductif tenant lieu d'ouverture des travaux, prononcé par le délégué national Olivier Mbongolo, l'a rappelé.

Le présidium

Une vue...

... des participations

Après les travaux et l'installation du nouveau bureau, le président fédéral élu, Fally-Davy Innocent Louemba-Nzila, ancien candidat R.C. aux élections législatives de 2017 à Pointe-Noire, a fait part de sa reconnaissance. *«C'est avec une très grande émotion que j'endosse, de nouveau, mon manteau de président fédéral du Rassemblement citoyen, à son siège de Pointe-Noire. Chers compagnons, de tout cœur, je vous fais part de ma reconnaissance et de ma profonde gratitude d'avoir porté votre choix sur ma modeste personne. A vos côtés et sous la très haute bienveillance de notre président du bureau exécutif national, monsieur Claude Alphonse N'Silou, je conduirai derechef, pour les années à venir, la destinée de notre parti, le Rassemblement citoyen, dans le département de Pointe-Noire. La tâche est lourde et exaltante, mais avec l'énergie de chacun d'entre vous, nous réussirons à relever les défis qui sont les nôtres»*, a-t-il déclaré.

Et d'ajouter: *«Avec vous, nous irons à la conquête des cœurs et des esprits, afin de susciter plus d'adhésions et porter haut l'idéal de notre parti. Le bureau fédéral que j'ai la charge de conduire, aura pour unique boussole l'intérêt général, pour guide la volonté collective, pour objectif la prospérité et la grandeur du Rassemblement citoyen dans le département de Pointe-Noire. Soyez rassurés, chers compagnons que nous allons travailler sans relâche. Regard tourné vers nos convictions, oreille attentive aux doléances de la base et le cœur dévoué au rayonnement déférent du Rassemblement citoyen. Ainsi, je vous invite à intérioriser davantage les valeurs de notre parti, pour que gagner demain ne soit pas une option, mais une nécessité».*

Le Bureau de la Fédération RC du Département de Pointe-Noire

1- Président chargé de l'orientation et du contrôle: Fally-Davy Innocent Louemba-Nzila;
2- Secrétaire Général chargé de la coordination des activités du parti: Léonide Ngabali Karoubou;
3- Secrétaire chargé de l'organisation: Arnaud Donald Bouassa;
4- Secrétaire chargé de l'administration, des finances et du matériel: Irène Genaïque Babakana;
5- Secrétaire chargé de la communication: Faustin NGOMA;
6- Secrétaire chargé de la jeunesse et des questions féminines, de la culture des arts et des sport: Maribel Prisca Pambou Mboungou;
7- Secrétaire chargé de la formation citoyenne et de l'éducation: Yvon Mahoukou;
8- Secrétaire chargé des relations avec les organisations non-gouvernementale (ONG): Omer Soukatima;
9- Secrétaire chargé de l'équipement et de l'environnement: Yvon Zoba.

CENTRE HOSPITALIER ET UNIVERSITAIRE (CHU-B)

Denis Bernard Raiche promet de redonner des services de qualité à la population

Nommé par décret présidentiel pour une période de 18 mois, le nouveau directeur général du Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville (CHU-B), Denis Bernard Raiche, a été installé dans ses fonctions lundi 28 septembre 2020 par Florent Balandamio, directeur de cabinet du ministre de la Santé et de la population. La cérémonie d'intronisation s'est déroulée en présence d'Ulrich Judicaël Biez, directeur général adjoint, et du personnel du CHU-B. Le nouveau directeur général a promis de redonner des services de qualité à la population, soulager les souffrances et redonner de l'espoir à tous. Il a aussi annoncé la disponibilité du financement de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC).

Denis Bernard Raiche

La mission de Denis Bernard Raiche est de poursuivre les travaux d'aménagement du pavillon dermato-rhumatologie destiné à la prise en charge des patients COVID-19; des travaux d'aménagement du bâtiment mère-enfant-bloc d'accouchement transformé en zones orange et rouge pour les patients COVID-19; doter en lits et équipements de réanimation ultramodernes.

Florent Balandamio a souligné deux résultats attendus qui doivent permettre au nouveau directeur de remplir avec efficacité les missions de soins, de formation et de participation aux actions de santé publique. *«Vous avez 18 mois, ou plutôt, il ne vous reste que 18 mois pour atteindre ces résultats majeurs. D'ici 2023, une culture de gestion basée sur la performance est appliquée au CHU-B pour toutes les opérations administratives, logistiques, comptables, financières et cliniques. Le plateau technique du CHU-B répond au normes et standards internationaux de façon à offrir des soins spécialisés de qualité et de niveau tertiaire, à optimiser les apprentissages en sciences de la santé…»,* a indiqué le directeur de cabinet.

Photo de famille après l'installation du nouveau directeur général

Le nouveau directeur a défini ses priorités: amélioration de l'offre de service de qualité à la population; gestion de la présence au travail des médecins ainsi que tout personnel soignant et administratif; gérer et protéger les ressources matérielles; disponibilité des médicaments et consommables en tout temps pour un fonctionnement optimal de de la pharmacie, des laboratoires et de l'imagerie.

«Je veux mettre en place un système de traçage qui permettra de faire le lien entre le bon de commande, la réception, la sécurisation et son utilisation. Ce traçage sera requis pour tout achat de fournitures médicales et autres. Je veillerai à renforcer le service public et non à enrichir le secteur privé», a assuré Denis Bernard Raiche.

Le directeur général du CHU-B s'est aussi engagé à écouter et travailler en étroite collaboration avec les médecins, le personnel et tous les organes décisionnels et consultatifs et en synergie étroite avec le projet d'appui confié au Centre hospitalier de l'Université de Montréal. *«C'est avec fierté, privilège et obligation de résultat que j'accepte ce mandat de directeur général du CHU-B. C'est aussi avec fierté et détermination que je pratiquerai l'art de la médecine, moteur principal de toute une vie de service que j'ai choisie»,* a-t-il confié.

Aybienevie N'KOUKA-KOUDISSA et Stepha BOYABE *(Stagiaire)*

Couvre-feu assoupli, mais après ?

Depuis que la COVID-19 s'est installée dans le pays, les populations souffrent. A l'angoisse de la maladie, se surajoutent les difficultés de tous ordres, surtout économiques et sociales, sans oublier que les autres maladies n'ont pas disparu du pays. On continue toujours de mourir de paludisme, en effet ; de Sida et de cancers divers !

L'imposition et le maintien du couvre-feu, même allégé, ne contribue pas à soulager les peines des populations. Beaucoup d'entre elles vivent du petit commerce, des menus services de nuit (vente de grillades aux abords des bars et des buvettes, par exemple), du petit transport inter-quartiers, du colportage.

Jadis établi pour commencer à 20h, le couvre-feu commence désormais à 23h. Mais si cela peut arranger des secteurs comme celui des taxis et des bus en commun, ceux qui sont appelés à y prendre place n'y trouvent pas forcément leur compte. A partir de 19h, il n'est pas facile d'aller de l'IFC (ex-Centre culturel français) à Nkombo, ou de Nkombo à Bifouiti.

Profitant de la situation, les chauffeurs de bus ont morcelé les trajets avec le phénomène dit du demi-terrain. Avec une première conséquence visible : le gonflement des passagers en attente aux arrêts de bus.

J' STEPHA

Tarifs d'abonnement

Congo	
6 mois	
Retrait sur place: 15.600	
Expédié: 23.400	
1 an	
Retrait sur place: 31.200	
Expédié: 46.800	
France, Afrique Francophone	
91 Euros	182 Euros
	Autres pays d'Afrique
	96 Euros
	192 Euros
	Europe
	96 Euros
	192 Euros
	Amérique-Asie
	100 Euros
	200 Euros

Pour tous renseignements, contacter les bureaux de La Semaine Africaine à Brazzaville et à Pointe-Noire.
e-mail: lasemaineafricaine@yahoo.fr

NATIONS UNIES

Les 75 ans célébrés sous le signe du multilatéralisme

Dans le cadre de la célébration du 75e anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, la coordination du Système des Nations Unies au Congo a organisé à Brazzaville une session de sensibilisation des journalistes pour mieux faire connaître les missions et le travail des agences et entités des Nations Unies au Congo et dans le monde.

Thierry Lézin Moungalla

Chris Mburu

Le thème de cet anniversaire portait sur: *«L'avenir que nous souhaitons, l'ONU dont nous avons besoin: réaffirmer notre engagement collectif en faveur du multilatéralisme».* La session qui s'est déroulée en mode visio-conférence, mardi 29 septembre 2020, avec pour point focal le Centre d'information des Nations Unies (CINU), a été co-présidée par Thierry Lézin Moungalla, ministre de la Communication, et Chris Mburu, coordonnateur résident du Système des Nations Unies au Congo.

L'évènement a concerné des journalistes des médias audiovisuels, de la presse écrite et ceux pratiquant la profession en ligne. L'objectif était de renforcer leurs capacités dans le traitement des informations des Nations Unies sur la réalisation des priorités nationales de développement pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD).

En ouverture de la session, Chris Mburu a fait part de la détermination des journalistes à agir pour accompagner les Nations Unies. *«Cette session répond aux objectifs que poursuivent les agences des Nations Unies qui militent en faveur de la liberté de la presse et le droit pour chaque citoyen d'être informé. Les Nations Unies ne ménageront aucun effort pour accompagner le Gouvernement du Congo vers cet objectif. L'anniversaire est célébré dans un contexte perturbé par la crise sanitaire, les journalistes en tant qu'historiens du présent sont les mieux placés pour informer, souligner les efforts et les réussites, attirer l'attention sur le défis et les échecs. Mais comment peuvent-ils s'acquitter de ces tâches avec responsabilité et professionnalisme s'ils ne sont pas eux-mêmes informés et sensibilisés?»,* s'est-il interrogé.

Pour Thierry Lézin Moungalla, le thème retenu pour la célébration des 75 ans d'existence de l'ONU est en parfaite résonance avec la situation mondiale actuelle, marquée par diverses crises. *«La crise sanitaire de COVID-19 qui est un ennemi commun non visible et dangereux, sévit dans le monde depuis bientôt une année. Cet ennemi a bouleversé nos habitudes, changé nos comportements, a mis nos économies en berne, a fini par ébranler toutes nos certitudes. En ce qui concerne la République du Congo, le Gouvernement ne ménage aucun effort pour endiguer cette maladie sur le territoire national. Il semble que les mesures édictées ont permis de préserver notre pays de l'hécatombe. Même si un long chemin reste à parcourir jusqu'à l'éradication complète de cette pandémie, tant au Congo que dans le reste du monde, il convient de noter l'évidence suivante: à pandémie mondiale, réponse mondiale. Cette nécessité raisonne comme l'évolution et la justification ultime du multilatéralisme, objet de nos échanges. Dans un monde confronté de plus en plus à des défis complexes, le Gouvernement congolais estimes l'inclusion judicieuse des professionnels de la communication et des médias dans ce vaste et passionnant débat dans la construction d'un meilleur avenir pour tous»*, a-t-il déclaré.

Philippe BANZ

MAIRIE DE BRAZZAVILLE

Les élus locaux examinent le projet de budget supplémentaire exercice 2020

Ce sont en tout huit affaires qui sont en examen chez les élus locaux au cours de la 6ème session ordinaire administrative du Conseil départemental et municipal de Brazzaville qui va durer dix jours et qui s'est ouverte le lundi 28 septembre 2020. Parmi les affaires à examiner, figurent celles liées au coût de transport des restes mortels hors du périmètre urbain de Brazzaville, le taux sur la taxe des carrières; la gestion des marchés domaniaux; l'accord avec la Banque postale du Congo et le budget supplémentaire exercice 2020.

Les élus locaux de Brazzaville

Dans son discours d'orientation, M. Dieudonné Bantsimba, président du Conseil départemental et municipal a indiqué: «En cette période difficile, les attentes des populations de notre ville qui nous ont élus deviennent de plus en plus pressantes. Malgré cette crise, le Gouvernement ne cesse d'appuyer notre action. L'appui budgétaire qu'il venait d'apporter à la Mairie de Brazzaville a été une véritable bouffée d'oxygène. Outre l'appui budgétaire d'1 milliard 50 millions que nous avons inscrit au budget initial pour les travaux routiers, nous avons obtenu un autre appui de 2 milliards 500 millions de Francs Cfa supplémentaire pour le pavage des voiries et une allocation exceptionnelle de 473.431.548 Francs Cfa pour l'assainissement de quelques voiries urbaines. C'est l'objet supplémentaire qui vous est soumis pour examen au cours de cette session. Il nous est précieux et essentiel de réitérer notre hommage au gouvernement pour ce soutien financier qui permet à la commune de Brazzaville d'engager les multiples chantiers qui s'exécutent dans la ville. A cela, il faut ajouter les projets réalisés dans le cadre du projet DURQUAP dans les quartiers Moukoundzi-Ngouaka dans le premier arrondissement Makélékélé, Sukisa dans le cinquième arrondissement Ouenzé et Moungali le quatrième arrondissement. Après mon élection et mon installation à la tête de la Mairie le 22 mai dernier, j'ai résolu de descendre sur le terrain afin d'échanger avec nos concitoyens sur leurs préoccupations quotidiennes. Ainsi, nous avons effectué des descentes dans les sièges d'arrondissements et dans celui de la sous-préfecture de l'Ile Mbamou. Ces descentes avaient pour objectif de présenter aux administrateurs-maires, au sous-préfet de l'Ile Mbamou et aux chefs de quartiers le contenu de notre programme d'action pour l'année 2020. Nous avons profité de cette tournée pour sensibiliser les populations sur les mesures barrières édictées par le Gouvernement dans le cadre de la riposte contre la pandémie à coronavirus et recueillir leurs doléances. Plusieurs questions ont été évoquées entre autres, les érosions, les inondations et l'ensablement dans les quartiers, problèmes auxquels nous devons trouver des solutions; l'aménagement des routes et l'assainissement ont été recensés parmi leurs préoccupations; l'électrification des places et voiries publiques surtout dans les quartiers périphériques; le relâchement des populations quant au respect des mesures barrières contre la COVID-19; le développement de l'insécurité urbaine avec le phénomène Bébé noirs; l'occupation anarchique du domaine public par les citoyens inciviques; la dotation en équipements de base de l'Ile Mbamou», a souligné Dieudonné Bantsimba.

Les travaux de cette 6ème session prendront fin le 7 octobre prochain.

Pascal BIOZI KIMINOU

Coup d'oeil en biais

Une bavure militaire crée l'émoi dans la ville de Nkayi

L'histoire s'est passée lundi 28 septembre 2020 et témoigne de la violence qui empoisonne la société congolaise. Une demoiselle de 23 ans, vendeuse au marché de la Corniche, a été interpellée au quartier Mouananto de Nkayi, par une patrouille de gendarmerie. La raison: non-respect du port de masque. D'après des témoignages, ayant opposé une résistance, les gendarmes l'ont passée à tabac. Relâchée, elle a finalement trouvé la mort au matin du mardi 29 septembre. Des jeunes se sont rendus à la gendarmerie pour y déposer le corps de la jeune femme et ont tenté de saccager les locaux. Mais ils ont été vite dispersés par la police venue à la rescousse de la gendarmerie. Le calme est finalement revenu à Nkayi. Mais la population espère qu'il y aura une enquête et les coupables ''arrêtés et jugés''. Et les jeunes ont décidé de ne plus porter de masque!

Au pont du Djoué: le fou, les automobilistes et la foule

La matinée du mardi 29 septembre a été particulièrement mouvementée au pont du Djoué, à Brazzaville. Un malade mental y a défié les automobilistes en se couchant au milieu de la chaussée goudronnée. Pendant environ trente minutes, il a provoqué un embouteillage monstre. Des volontaires ont finalement décidé de mettre fin à la plaisanterie en dégageant de force le malade mental et...en le jetant dans un caniveau!

L'ex-ninja-nsiloulou Ramsès meurt dans un accident de circulation

La nouvelle a circulé dans la ville, et finalement elle est vraie. L'ex-ninja-nsiloulou Ramses qui avait combattu le pouvoir aux côtés du chef rebelle Frédéric Bintsamou, dit pasteur Ntumi, n'est plus. Démobilisé et ayant bénéficié d'une réinsertion, il avait rejoint les rangs de la police. De son vrai nom Augustin Bassoumba, ''Ramsès'' a trouvé la mort lundi 28 septembre 2020 en fin d'après-midi, sur la route de Nganga Lingolo. La ''Djakarta'' sur laquelle il voyageait en remorque a été percutée par un véhicule à Madibou. Il est mort-sur-le-champ.

Elle donne la mort à son bébé...

Une femme de 35 ans, mère de 6 enfants, a jeté son bébé de sexe féminin dans une fosse septique après accouchement à Dolisie. Elle habitait le quartier Tahiti. Ce crime a été découvert jeudi 1er octobre 2020, grâce à la police. Selon une source, c'est la deuxième fois que cette jeune femme commet cet infanticide.

Le bulldozer est passé au cimetière du centre-ville de Brazzaville

Pour la municipalité de Brazzaville, la lutte contre l'occupation anarchique du domaine situé vers le cimetière du centre-ville a atteint une phase irréversible. Un bulldozer est allé réduire en gravats des habitations se situant aux alentours, après plusieurs avertissements adressés aux expropriés, et correctement indemnisés, selon la mairie. Ainsi, dimanche 27 septembre quelques villas se sont effondrées sous la puissance du bulldozer.

Dur, dur d'être étudiant congolais à l'étranger

C'est ce que l'on pourrait dire des étudiants congolais inscrits à l'Ecole africaine des métiers de l'architecture et de l'urbanisme (ECMAU) de Lomé, au Togo. Ces étudiants sont confrontés à la précarité après 42 mois d'impayés de bourse, d'après leurs témoignages. Conséquence: ils sont abandonnés à eux-mêmes, vivent à 3 voire 5 dans les chambres exigües et sont abonnés aux restaurants de fortune. Il arrive parfois qu'ils soient menacés d'expulsion. *«A quoi bon envoyer des étudiants à l'étranger, si on n'arrive pas à régler leurs problèmes de scolarité et autres?»,* commente la rue.

Un ancien ministre parle de ''revisiter'' la coopération sino-congolaise

Cinquante-cinq ans après l'établissement des liens diplomatiques entre la République populaire de Chine et le Congo, l'ancien ministre des Zones économiques spéciales Alain Akouala Atipault a posté sur son compte Tweeter un commentaire appelant Pékin à un réalisme de principe. «Ces relations méritent d'être sérieusement revisitées au regard de certains paradigmes dont le plus important est le niveau et la qualité de notre endettement vis à vis de ce partenaire important», a-t-il écrit. On attend a suite.

«Le Développement est le nouveau nom de la Paix» (Pape Paul VI)

FORMATION

Faciliter durablement l'insertion professionnelle des populations vulnérables

Dans le cadre du Projet de formation et d'insertion professionnelle des jeunes (FIP'Action), 70 jeunes vulnérables des arrondissements Makélékélé et Talangaï ayant passé une année de formation depuis le 13 janvier 2019 aux métiers de coiffure-esthétique, pâtisserie, menuiserie, garnissage, assistanat de direction, hôtesse d'accueil, ont reçu leurs certificats. La cérémonie de clôture et de remise officielle de ces certificats s'est déroulée du 25 au 26 septembre 2020, sous les auspices de Louis Remy Bobiba, conseiller à l'orientation professionnelle du ministre de l'Enseignement technique.

Les finalistes posant avec les officiels et les partenaires

Financé par l'Agence française de développement (AFD) à hauteur de 30 millions de FCFA, le projet FIP'Action est né du partenariat ESSOR, une ONG française et du Club jeunesse infrastructures et développement (CJID), spécialisée dans l'éducation, la formation et l'insertion professionnelle des jeunes. Il a pour objectif de faciliter durablement l'accès à la formation et l'insertion professionnelle des populations vulnérables par un travail pluri-acteurs impliquant la société civile, le secteur privé et les autorités locales. Il s'agit aussi de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations des quartiers périphériques de Brazzaville.

Présentant le projet FIP'Action, Fleur Bantsimba, sa coordonnatrice, a déclaré que ce projet a démarré en juillet 2019 pour une durée d'une année, mais il a bénéficié d'un avènement de trois mois suite à la crise sanitaire de la COVID 2019. Le projet FIP'Action qui a pris fin le 30 septembre 2020 compte trois résultats: former les jeunes vulnérables en améliorant la qualité de la formation; accompagner les jeunes entrepreneurs et renforcer les relations entre les professionnelles de la formation et les entreprises. Depuis novembre 2019, deux bureaux de formation-emploi (BFE) ont été implantés dans deux arrondissements (Makélékélé et Talangaï). Ces bureaux issus des partenariats noués avec les associations de quartiers, ont identifié et sélectionné auparavant 272 jeunes dont 71% de femmes pour bénéficier le parcours FIP'Action. Ces jeunes ont été sélectionnés selon le critère d'âge entre 17 et 35 ans, vivre dans les deux arrondissements, avoir de la volonté de participer aux activités proposées, avoir un niveau minimum d'écriture et de lecture. Une fois sélectionné, ces jeunes entrent dans le parcours FIP du jeune pour une durée de 10 mois, en partant de la formation intégrale jusqu'à l'accompagnement et à l'insertion. Après avoir passé trois étapes, 90 jeunes dont 64% de femmes ont suivi les cours de formation humaine. A la fin, 70 jeunes dont 65% de filles, ont été retenus et ont bénéficié de la formation professionnelle.

Ibrahim Mahamadou coordonnateur d'ESSOR au Congo a rappelé que l'ONG française fondée en 1992, s'est donnée pour mission d'aider les populations les plus vulnérables à acquérir les moyens d'améliorer durablement leurs conditions de vie. ESSOR s'appuie sur quatre engagements: répondre aux besoins essentiels des familles les plus démunies; s'engager dans la durée et partager des valeurs, des compétences avec les partenaires locaux; développer une approche professionnelle avec une équipe aux compétences adaptées; privilégier les actions à taille humaine pour être au plus près des familles et des partenaires sur le terrain. Au Congo, ESSOR se focalise sur trois domaines: l'éducation, la formation et l'insertion professionnelle ainsi que le développement agricole. L'ONG française est présente au Cap-Vert, en Guinée-Bissau, au Mozambique et au Brésil.

Elie Iluba-Epkale formé en assistanat de direction, au nom de tous les finalistes, a remercié l'ONG et le projet FIF'Action pour la formation professionnelle mise à leur disposition.

Pour endiguer le chômage des jeunes, Louis Remy Bobiba, a relevé que le ministère de l'Enseignement technique mise sur le partenariat public-privé en travaillant avec les associations à l'instar de l'ONG ESSOR. Aux jeunes, il leur a demandé de faire bon usage de la formation reçue.

Aybienevie N'KOUKA-KOUDISSA

Qui me répondra?

Comment mobiliser les médias nationaux dans la lutte contre le cancer du sein?

Delphine IMBISSA (Mbomo-Cuvette-Ouest)

FORETS

Mobiliser les financements pour instaurer une économie verte

Le ministère de l'Economie forestière et la Fondation l'Envol ont signé une convention de partenariat relative à la mise en œuvre des stratégies nationales Redd+ (processus de réduction des émissions liées à la déforestation et la dégradation des forêts, à la conservation de la biodiversité et l'accroissement des stocks de carbones) et des objectifs de développement durable dans le secteur forestier. Le document a été paraphé vendredi 25 septembre 2020 par Mme Rosalie Matondo, ministre de l'Economie forestière et Alexis Mayet, président de la Fondation l'Envol de droit congolais, dont le siège est à Pointe-Noire.

Alexis Mayet et Mme Rosalie Matondo pendant la signature

La convention de partenariat composée de 21 articles regroupés en six titres, vise à engager la Fondation l'Envol dans la gestion durable des ressources forestières avec la participation des communautés rurales riveraines.

Cette convention d'une durée de cinq ans accorde à la Fondation l'Envol de mobiliser les financements pour la mise en œuvre au Congo des stratégies nationales de la Redd+ et des Objectifs de développement durable (ODD), dans le secteur forestier; à contribuer à l'exécution des stratégies, au suivi et à l'évaluation des politiques de gestion durable des forêts et à vulgariser les textes législatifs et réglementaires liés à la gestion durables des forêts.

Depuis quelques années, le secteur stratégique de l'économie forestière est devenu avec la lutte contre les changements climatiques, l'un des axes majeurs et visibles de la diplomatie congolaise. La promotion de la coopération sous régionale, d'une part et la promotion de la coopération avec les ONG nationales et internationales d'autre part, sont les principaux piliers.

La signature cette convention s'inscrit dans le droit fil des objectifs de la Fondation pour une gestion durable des forêts, afin d'accroître le stock carbone au niveau national, tout en garantissant les intérêts et la participation des communautés riveraines des massifs forestiers.

Il est urgent de lutter contre les changements climatiques et de lutter contre la pauvreté tout en promouvant la diversification économique en faveur des communautés locales.

Pour Alexis Mayet: *«…Avec la signature de la convention, on aura des processus de cogestion des ressources naturelles pour que ces populations puissent apporter leur savoir-faire et exprimer leurs besoins. Il n'est pas question de leur imposer leur façon de faire ou une activité alternative. Mais, c'est ensemble avec un processus de concertation qu'on va identifier des éléments alternatifs à apporter à l'exploitation abusive des ressources forestières».*

Mme Rosalie Matondo a dégagé l'intérêt du partenariat. *«La convention de partenariat que nous venons de signer intègre bien la dynamique de synergie que le ministère de l'Economie forestière développe depuis plusieurs années, de sorte à élargir in fine le panel des acteurs non étatiques qui interviennent dans la gestion durable des forêts et la Fondation l'Envol est à cet effet, la bienvenue. Pour relever ces défis, qui sont humains, matériels et surtout financiers»,* a-t-elle affirmé.

La ministre de l'Economie forestière a ajouté qu'il est d'une nécessité impérieuse d'associer les efforts de tous, dans un esprit de responsabilité partagée. *«C'est donc à la faveur d'une action collective de tous les Congolais et de la rigueur dans la gestion du secteur forêt que le Congo pourra, préserver l'environnement et ses écosystèmes, bâtir des infrastructures résilientes, s'assurer une croissance économique solide et inclusive, le tout dans un climat sociopolitique apaisé»,* a-t-elle dit.

A noter que la Fondation l'Envol est une organisation de la société civile, dont le but est de contribuer aux efforts dans le développement social sanitaire, éducatif, mais aussi dans la protection de l'environnement et la sauvegarde de la biodiversité.

Philippe BANZ

POINTE-NOIRE

Ouverture des offres pour la phase d'urgence de développement portuaire

Le Port autonome de Pointe-Noire (PAPN) est en passe de construire de nouveaux postes à quai. C'est ce qui ressort de l'allocution de son Directeur général, M. Séraphin Bhalat, le 17 septembre dernier. C'était à l'occasion de la séance d'ouverture publique des offres relatives à la réalisation des projets de la phase d'urgence du plan directeur de développement portuaire.

Seraphin Bhalat le Dg du Port, signant la réception des offres

Bénéficiaire d'un prêt de 45,9 milliards de F. CFA de l'Agence français de développement (AFD) et d'une subvention de l'Union européenne (UE) de 16,07 milliards de F. CFA adossé au prêt, le Port autonome de Pointe-Noire a initié la mise en œuvre de la phase d'urgence de son plan directeur de développement.

A cet effet, un appel à manifestation d'intérêt avait été lancé le 19 mai 2018, qui avait abouti à la sélection de quatre entreprises sur onze candidatures. Les dossiers des entreprises soumissionnaires retenues sont les suivantes: Besix (Belgique), le groupement Soletanche Bachy/Sogea Satom/Dumez (France), Eiffage/Socofran (France) et Razel/Jean De Nul (France). Les travaux à réaliser sont répartis en deux principaux lots, l'un au port au dit commercial, et l'autre tout à fait nouveau, concerne la pêche industrielle et artisanale.

Au port commercial, il est prévu dans le plan la construction de plusieurs entités, parmi lesquelles un quai de 250 m linaire sur la façade ouest du nouveau môle, sur des profondeurs 12 à 16 mètres. Une darse (bassin portuaire) raccordée par une infrastructure de 110 mètres de long, avec des profondeurs variant entre 4 et 12,5 m, entre le nouveau quai et le quai llogs.

Par ailleurs, afin de protéger les façades Ouest, Nord et Est du nouveau môle, des travaux d'enrochement seront effectués. Ce qui permettrait la construction d'une darse de 16 m de largeur de 16 X 50 m à une profondeur de 6 mètres. Il servira à la mise à sec des petits navires de 1200 tonnes. A cela il faut ajouter la construction d'une partie d'un quai multifonction d'environ 100 m.

Une vue de l'ouverture des offres

En ce qui concerne le deuxième lot, il concerne la construction d'un quai de 600 mètres de long destiné à la pêche industrielle, et la construction d'un débarcadère ou d'un brise-lames pour la pêche artisanale.

Ainsi fait, le port pourrait répondre à la demande des armateurs. Le directeur général du PAPN l'a dit en ces termes: *«Nous pouvons affirmer que la réalisation de l'ensemble de ces projets permettra non seulement de poursuivre la modernisation des infrastructures portuaires, mais également de faire face à la forte demande pour la réception des trafics de bois, de céréales, de fer, des phosphates, de clinker, de charbon, de gypse et d'autres. Ce projet aura un impact social important, à travers l'amélioration de la sécurité alimentaire des populations et la création des emplois en phase de construction et d'exploitation des ouvrages»* a précisé Séraphin Bhalat.

Après cette phase d'ouverture des manifestations d'intérêt, un comité spécialisé procédera au dépouillement pour désigner l'entreprise qui aura proposé l'offre la plus avantageuse techniquement et financièrement.

Jean BANZOUZI-MALONGA

CENTRAFRIQUE

Faustin-Archange Touadéra candidat à sa propre succession

A l'occasion du congrès du Mouvement cœurs unis (MUC), le parti présidentiel, tenu au stade omnisports à Bangui samedi 26 septembre, les délégués ont investi Faustin-Archange Touadéra candidat de leur parti à la présidentielle du 27 décembre prochain. L'actuel Président sera donc candidat à sa propre succession, pour un deuxième mandat constitutionnel.

Faustin-Archange Touadéra

Réunis en grand nombre dans cette arène du sport de la capitale Bangui, les délégués du MUC ont appelé le président sortant à briguer un deuxième mandat, une mission acceptée sans surprise par Faustin-Archange Touadéra. *«Je vous ai entendu et c'est avec beaucoup de plaisir que j'accepte. La date du 26 septembre s'inscrit en étape fondatrice de la marche du peuple centrafricain vers son avenir qui sera fait de sécurité, de paix, de cohésion sociale de vivre ensemble et de développement dans l'unité et la dignité et le travail»*, a déclaré le président-candidat.

Celui-ci a, en outre, profité de cette tribune pour vanter son action à la tête du pays, qualifiant son bilan d'élogieux et mettant en avant la reconstruction de l'armée centrafricaine ou le désarmement de plusieurs milices. Parmi les promesses de campagne du président sortant, la poursuite de la mise en œuvre de l'accord de paix de 2019, accord critiqué par certains de ses opposants qui ont récemment porté l'ancien président Bozizé à la tête de leur coalition.

«Je m'engage à parachever le processus de mise en œuvre de l'accord politique pour la paix et réconciliation de 2019. Je tiens à souligner avec force que ceux qui entravent la mise en œuvre de ce processus en paieront le prix fort».

Faustin-Archange Touadéra a réaffirmé que les élections législatives et présidentielle se tiendraient bien le 27 décembre prochain, conformément a-t-il, dit à la Constitution du 30 mars 2016. Le président n'entend pas lâcher sur ce point alors qu'une partie de l'opposition appelle à un report du scrutin.

A noter que le principal rival de Faustin Touadéra devrait être, cette fois, François Bozizé, de retour depuis un an dans le pays, si sa candidature est validée. En principe, l'élection présidentielle devra se tenir le 27 décembre prochain. Une dizaine d'autres candidats se sont déjà déclarés pour la présidentielle, entre autres, Anicet Georges Dologuélé et Martin Ziguélé, deux anciens Premiers ministres, ainsi que Catherine Samba-Panza, présidente de la République de transition de 2014 à 2016.

Gaule D'AMBERT

TCHAD

L'opposition appelle à s'inscrire massivement sur les listes

Le débat sur les prochaines élections prévues pour l'année 2021 commence à voir le jour. A la veille du démarrage de la révision des listes électorales par la Commission électorale nationale indépendante (CENI), l'opposition invite les Tchadiens à s'inscrire massivement sur les listes électorales. Mais plusieurs raisons motivent cet appel des leaders de l'opposition.

Une vue de l'opposition

La révision des listes électorales pour l'élection présidentielle a commencé jeudi 1er octobre et le leader des Transformateurs, Masra Succès, invite tous les Tchadiens qui n'ont pas encore de carte d'électeurs à se doter de ce qu'il qualifie d'*«arme de transformation massive». «Il est indispensable d'avoir sa carte d'électeurs qui est une arme dans les mains de chaque citoyen. C'est cette arme qu'il va utiliser pour mettre le bulletin dans l'urne»*, a-t-il fait savoir.

Selon lui, chaque Tchadien doit pouvoir exercer ses droits électoraux. Alors que les élections en Afrique sont loin d'être transparentes, l'opposant estime qu'*«il faut être capable d'aller voter, d'aller contrôler les résultats de vote, de s'assurer que toutes les conditions de transparence sont réunies». «C'est pour ça que je dis aux Tchadiens: commencez par avoir votre carte d'électeur en allant vous faire enregistrer massivement du 1er au 20 octobre»*.

Dans le même camp de l'opposition, le président de l'Union des démocrates pour le développement et le progrès, Max Kemkoi, invite lui aussi les Tchadiens à s'inscrire massivement, mais pour une toute autre raison. De son côté, il promeut un *«boycott intelligent»*.

«Le jour du scrutin, allez et investissez tous les bureaux de vote pour voter. Et en votant, ne choisissez pas un seul candidat mais votez pour tous les candidats figurant sur le bulletin de vote, ainsi vous rendrez nuls tous les bulletins de vote et vous rendrez nulle l'élection», explique-t-il.

L'élection présidentielle est prévue pour avril 2021 et les législatives quelques mois plus tard. D'ici là, le *«forum inclusif»* doit examiner l'actuelle Constitution pour, fort probablement, remettre en cause le calendrier électoral.

Gaule D'AMBERT

RD CONGO

Sanglante incursion de miliciens armés à Lubumbashi

'attaque a fait une vingtaine de morts, dont deux policiers décapités, dans la capitale minière Lubumbashi, où l'ordre a été rétabli samedi 26 septembre 2020. Très nourris au départ, les tirs étaient devenus plus sporadiques par la suite.

La Radio-télévision nationale congolaise (RTNC), prise d'assaut par les miliciens, a recommencé à émettre quelques heures plus tard. Des militaires et policiers étaient toujours déployés dans la ville. *«Les forces loyalistes ont été obligées de répliquer avec force»* à plusieurs centaines d'assaillants d'un groupe séparatiste, qui ont lancé une opération sur Lubumbashi dans la nuit de vendredi à samedi, a indiqué le ministre provincial de l'Intérieur. *«Deux policiers ont été décapités. Les assaillants ont aussi réussi à tuer un militaire»*, a précisé le ministre, Philbert Kunda Milundu.

Selon le ministre, le bilan est de 16 assaillants tués, plusieurs blessés et capturés. Il a expliqué que les miliciens étaient scindés en deux groupes de respectivement 300 et 100 personnes. Le premier groupe avait pour cible le gouvernorat de province et la place Moïse-Tshombe, du nom du président de l'ex-république du Katanga.

L'objectif du deuxième groupe était le siège local de la RTNC, où ils sont entrés et ont tenté sans succès de passer à l'antenne, après avoir maîtrisé les policiers chargés de la surveillance du bâtiment. Ils scandaient des slogans en faveur de l'autonomie et l'indépendance du Katanga

Quatre prisonniers auraient également été tués lors d'une tentative d'évasion vendredi à la prison de Lubumbashi, «attaquée» par «des hommes lourdement armés», a indiqué le directeur de l'établissement pénitentiaire, Pelar Ilunga. Des miliciens auraient réussi à hisser le drapeau de l'ex-république autoproclamée du Katanga (juillet 1960-janvier 1963) sur la place de la Poste, en plein centre de Lubumbashi.

Azer ZATABULI

CONGO-RCA

Vers la mise en œuvre de la coopération bilatérale en matière d'urbanisme

Dans le cadre des consultations ministérielles entre la République du Congo et la République centrafricaine tenues à Brazzaville le 18 septembre 2020, le ministre de la Construction, de l'urbanisme et de l'habitat Josué Rodrigue Ngouonimba a échangé avec son homologue centrafricaine de l'Urbanisme, de la ville et de l'habitat Gina Lawson Roosalem.

Les deux personnalités ont examiné le projet du mémorandum d'entente dans les domaines de l'aménagement du territoire, du développement urbain et de l'habitat. Ce mémorandum a pour objet de jeter les bases d'une coopération agissante entre le Congo et la RCA dans les domaines précités.

Par ce mémorandum, les parties devront s'engager à élaborer des projets étatiques qui concourent à l'amélioration des conditions de vie de leurs concitoyens respectifs.

«Nous avons signé plusieurs cadres de coopération dans les secteurs du développement urbain, aménagement du territoire et de l'habitat. Le déplacement de Brazzaville est une occasion pour nous d'établir les bases de notre coopération», a précisé la ministre Gina Lawson Roosalem.

Et d'ajouter: *«Cette séance de travail s'inscrit dans le droit fil des accords et protocoles de coopération signés entre la République du Congo et la République centrafricaine en 2019, lors de la 5ème session de la grande commission mixte tenue à Bangui, capitale de la RCA, mais aussi et*

Gina Lawson Roosalem et son homologue Josué Rodrigue Ngouonimba

surtout d'intensifier nos échanges d'expérience».

A l'issue de cette rencontre, les deux parties ont convenu de définir un cadre juridique de coopération dans leurs domaines respectifs qui aboutira à la signature de ce mémorandum.

Le mémorandum d'entente se veut la preuve de la volonté de mise en œuvre des accords de Bangui entre la République du Congo et la République centrafricaine, notamment dans les domaines de l'aménagement du territoire, du développement urbain et de l'habitat.

Archie LOUZALA IGNOUMBA

MALI

Former le gouvernement de transition: un casse-tête!

Nommé dimanche Premier ministre du Mali, Moctar Ouane a été reçu lundi dernier par le président et le premier vice-président de transition, afin de procéder aux consultations en vue de la formation d'un gouvernement. Son objectif est de constituer une équipe composée de femmes et d'hommes d'horizons divers, un gouvernement d'union nationale, en proposant aussi des postes aux groupes armés impliqués dans le processus de paix.

Le nouveau Président de transition et son vice-Président (à dr.)

Les discussions se tiennent à Kati, près de Bamako, le fief junte, mais également dans le bureau du président de la transition et à la primature où le Premier ministre Moctar Ouane dessine l'architecture de la future équipe gouvernementale.

D'après certaines sources, le gouvernement attendu sera composé de militaires et de civils, avec une clé de répartition. Il n'est pas du tout exclu qu'on retrouve à des postes régaliens des militaires auteurs du dernier coup d'Etat. Les groupes armés du nord impliqués dans le processus de paix ont été sollicités. La Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), l'ex-rébellion, attend par exemple une clarification sur le nombre de ses portefeuilles, avant de donner son accord définitif. Des proches de l'imam Mahmoud Dicko qui reste influent, sont pressentis à la tête de certains départements ministériels. Dans le prochain gouvernement qui ne devrait pas dépasser 25 membres, va-t-on faire de la place au M5, le mouvement de contestation qui a contribué à la chute du président Ibrahim Boubacar Keïta? Jusqu'à mardi 29 septembre dernier, le M5 n'avait pas été formellement consulté. C'est un peu le grand perdant de l'après-putsch. Pour la primature, le mouvement hétéroclite avait proposé quatorze noms. Tous ont été rejetés par les militaires.

G. D'A.

PAROISSE SAINT-ESPRIT DE MOUNGALI (ARCHIDIOCÈSE DE BRAZZAVILLE)

Mgr Anatole Milandou a envoyé en mission les séminaristes, novices et formateurs

L'église Saint Esprit de Moungali a abrité mardi 28 septembre 2020, en la solennité des saints archanges Michel, Gabriel et Raphaël, la traditionnelle messe d'envoi en mission des séminaristes, novices et formateurs dans les différentes maisons de l'archidiocèse de Brazzaville et d'ouverture de ces maisons. Au cours de la messe, 27 jeunes ont reçu différents ministères, dont 8 ayant achevé leurs stages pastoraux, ont procédé à la prise d'aube, 9 étudiants de 2ème année de théologie ont été institués lecteurs et 10 étudiants de 3ème année de théologie au Grand séminaire Cardinal Emile Biayenda ont reçu l'acolytat et l'admission au diaconat en vue du presbytérat.

Les acolytes et admis au diaconat autour de l'archevêque de Brazzaville

Présidée par Mgr Anatole Milandou, archevêque de Brazzaville, la messe a été concélébrée par plusieurs prêtres dont l'abbé Donatien Bizaboulou, vicaire épiscopal chargé du clergé, des séminaires et des vocations, Bertholin Bahoumina, administrateur de la paroisse Saint Esprit de Moungali, etc.

Au début de la messe, l'administrateur paroissial a prononcé le mot de bienvenue à l'archevêque de Brazzaville et à tous ses confrères tout en leur témoignant la gratitude de la communauté paroissiale pour le choix porté sur cette paroisse pour vivre cet événement.

Dans son homélie, l'abbé Donatien Bizaboulou a souligné: *«Cette messe désormais traditionnelle dans l'archidiocèse de Brazzaville, messe d'envoi et d'ouverture de toutes les maisons de formation de chez nous, nous rappelle avant tout l'union et l'unité autour de notre père évêque. En effet comme l'affirme Saint Paul « Il n'y a qu'un seul Corps et un seul Esprit, de même que votre vocation vous a appelés à une seule espérance; un seul Seigneur, une seule foi, un seul baptême; un seul Dieu et Père de tous, qui est au-dessus de tous, par tous et en tous. Cependant à chacun de nous la grâce a été donné selon la mesure du don du Christ» (Ep 4, 5-7). Ainsi donc nos maisons de formation ont beau être éparpillées sur l'étendue du territoire diocésain, nos parcours d'études quoique divers et variés: chacun à sa place, et nous œuvrons tous dans la même Vigne du Père.»* Après avoir énuméré les cinq leçons retenues pour cette mémoire liturgique et pour cette circonstance, le prédicateur a recommandé aux 27 jeunes qui ont permis à l'assemblée chrétienne de vivre cette communion spirituelle: *«- de savoir prendre conscience de ces guides sûrs et infaillibles que sont les archanges pour se laisser guider sur le chemin qui mène au sacerdoce, - d'invoquer ces contemplatifs de la gloire de Dieu, les archanges pour leur itinéraire spirituel afin de s'aider à magnifier la gloire de Dieu en dégageant la bonne odeur du Christ «bonus odor Christi» (2 Cor 2, 15), - de savoir compter sur le secours divin que nous apportent les archanges Michel, Raphaël, Gabriel., - d'associer à notre combat spirituel la puissance salvifique des anges.»*

Après l'homélie a eu lieu l'exécution des rites de prise d'aube, d'institution des ministères du lectorat, de l'acolytat et de l'admission au diaconat.

Vers la fin de la messe animée par les 2 chorales paroissiales fusionnées, Mgr Anatole Milandou a interpellé les formateurs et le peuple de Dieu sur la différence entre un enseignant et un formateur, car on peut être un bon enseignant mais pas un bon formateur. La formation suppose une bonne éducation morale, civique. Après quoi, il leur a donné la bénédiction spéciale prévue par l'Eglise en cette circonstance, les envoyant en mission dans les différentes maisons de formation de l'archidiocèse de Brazzaville.

Gislain Wilfrid BOUMBA

ARCHIDIOCESE DE POINTE-NOIRE

Messe pour Remicia Rolvie Nguimbi Ndoulou

Dans le sacrifice eucharistique toute la création aimée par Dieu est présentée au père à travers la mort et la résurrection du Christ par le Christ. Les enfants de l'orphelinat *"Inzo Ya Bana, Les Amis de l'Enfant Jésus"* dirigé par l'abbé Abel Liluala, ont célébré le 20 septembre dernier, une messe d'action de grâce après les 40 jours de la mort de leur sœur, amie, grande-sœur dans l'enceinte de l'orphelinat même, à Koufoli. Cette messe a été présidée par l'abbé Abel Liluala avec à ses côtés les abbés Roger Florent Khiedi Sambou, curé de la paroisse Sainte Face de Jésus et de l'abbé Guy Stanislas Silaho, vicaire, et d'autres invités.

Née le 7 août 2002 à Pointe-Noire, Remicia Rolvie est morte le 11 août 2020 tout juste quatre jours après avoir atteint ses 18 ans, suscitant une grande émotion au sein de l'orphelinat. 40 jours plus tard, jour pour jour, ses amis, ont voulu rendre grâce à Dieu pour cet ange trop vite rappelé à Lui.

La mort est le terme naturel de la vie terrestre même si elle peut paraître injuste pour beaucoup. Pour les Amis de l'enfant Jésus, c'est une rupture douloureuse, très tragique doit nous conforter dans la voie du bien.

Pour l'abbé Abel, Remicia Rolvie représentait l'image de la très bonne fille, qui avait son avenir bien tracé.

La mort arrache souvent les *«Bonnes personnes»* sur lesquelles on comptait énormément. Cela ne permet pas d'oublier une très chère sœur ou amie. Pour le chrétien, l'espoir est de se dire qu'elle est toujours là.

L'abbé Abel a fait comprendre que la mort n'est pas un obstacle mais le repos par lequel chacun passera. Son homélie était tirée de l'évangile de saint Mathieu (Mt 20, 1-16) proposé pour le 25e dimanche du temps ordinaire de l'année A.

«Il n'est pas facile de parler de la mort, qui est toujours un événement qui bouleverse, déchire. Mais nous, chrétiens, nous avons que la mort c'est une victoire de la vie sur la vie. C'est ce que Saint Paul nous dit dans la deuxième lecture: partir c'est un avantage parce qu'on peut en même temps dire que la parle à la communauté. C'est qu'on peut dire pour la petite Remicia qui part à l'âge de 18 ans. Nous devons marcher au diapason de Dieu, pas selon le diapason humain, c'est-à-dire qu'il faut se situer dans la perspective du royaume».

Pour commémorer cette journée, des témoignages de chacune des filles de l'orphelinat ont été donnés, surtout sur la simplicité de Remicia: une sœur, une confidente, une amie pas comme les autres.

À la fin de cette célébration l'abbé Abel a dit merci à la chorale Les Séraphins de Nzambi pour leur présence et sa participation. Et il a dit un grand merci à tous les bienfaiteurs qui ont soutenu les enfants de l'orphelinat Les Amis de Jésus durant cette épreuve douloureuse.

Madocie Déogratias MONGO

DIOCESE DE OUESSO

Session pastorale d'ouverture de l'Année pastorale 2020-2021

Le diocèse de Ouesso s'est réuni en session pastorale du 21 au 23 septembre 2020 à l'évêché, autour de la *«Réflexion sur notre pastorale»*, thème dont l'objectif fut de *«relancer notre vie ecclésiale ''toutes dimensions'»*. La rencontre est habituellement constituée de tout le clergé et des religieuses œuvrant dans le diocèse de Ouesso, des séminaristes stagiaires ainsi que des laïcs venus de toutes les paroisses, quasi-paroisses et communautés. Pour cette année, en écho à la nouvelle subdivision de l'Eglise du Congo en trois provinces ecclésiastiques, les diocèses constituant la province ecclésiastique du nord (diocèse d'Impfondo et archidiocèse d'Owando) ont envoyé des délégués, un signe assez parlant de la volonté de nos pères-évêques d'accroître la connaissance mutuelle pour une meilleure collaboration provinciale. La session s'est tenue durant trois jours consécutifs avec des thèmes précis soumis à la réflexion de tous.

Une vue du présidium avec à droite, Mgr Yves Monot

Le premier jour était centré sur l'*«animation de nos paroisses, quasi-paroisses et communautés»*. Pour mieux cerner les attentes de ce jour, Mgr Yves Marie Monot a commencé par donner un bref aperçu historique du diocèse de Ouesso, depuis Mgr Emile Vherille. Trois questions fondamentales ont été analysées et débattues. Sachant qu'au cours de cette année, le monde entier a été profondément secoué par la pandémie du coronavirus (COVID-19), la première préoccupation était de *«décrire l'animation pastorale de nos paroisses, quasi-paroisses et communautés dans ce contexte»*. Il s'est agi ici de décrire la vie de nos paroisses pendant le confinement et déconfinement par palier. Ensuite, *«comment cette animation pastorale est analysée dans ses divers aspects»*. Et enfin, comme le contexte est encore pandémique, il a été aussi demandé de *«faire des propositions pour l'année pastorale 2020-2021»* qui commence. Ces réflexions menées en carrefours ont dévoilé la volonté pour notre Eglise d'avancer malgré la crise sanitaire, en menant ses activités pastorales, tout en restant sensible à l'orientation de notre pays et du monde, surtout les pays les plus en crise.

Les participants autour de l'évêque de Ouesso

«Les divers aspects de notre mission et les fruits attendus», c'est l'orientation qu'a pris le second jour. L'insistance a été marquée plus sur l'évangélisation des quartiers et villages de la Sangha (diocèse de Ouesso). Quatre questions pour guider les échanges: 1. Que pensons-nous des nombreux villages et quartiers non évangélisés dans la Sangha? 2. Que pouvons-nous dire de ces nombreux jeunes scolarisés qui ne connaissent pas Jésus? 3. Tout comme nous, les peuples autochtones sont partout: comment vivons-nous la proximité avec eux? 4. Que disent ces questions à notre pastorale? La maturation de ces interrogations en carrefour (réflexions par groupe) nous a fait savourer les fruits d'une prise de conscience pastorale sur les nombreux préjugés qui rongent nos relations avec nos frères et sœurs autochtones, l'engagement dans les communautés ecclésiales de base et les Eglises domestiques (familles). C'est de cette extension de l'Eglise hors les bâtiments paroissiaux que la vie de la foi est appelée à s'intensifier pour plus d'efficacité pastorale.

Au troisième jour, avec l'abbé Guy Fernand Kalouhoyiko, prêtre du diocèse de Ouesso, un exposé a été fait sur le synode de l'Amazonie et l'Exhortation Querida Amazonia qui en est le fruit. Rappelons ici que l'Amazonie (synonyme du poumon de la terre) est un territoire de l'Amérique du sud, arrosée par l'Amazone (le fleuve le plus puissant du monde) et ses affluents, limitée par le plateau du Guyanes, le plateau brésilien et la chaine des Andes; son climat chaud et humide en fait le domaine de la forêt dense. Dans cette partie du monde, on trouve aussi les peuples autochtones. Il s'agit là d'une zone forestière, avec d'assez grandes similitudes avec la nôtre. D'où la nécessité d'inventer une pastorale forestière adaptée. Ainsi, au vu de ces caractéristiques similaires à ceux de notre diocèse, Ouesso, nous pouvons déjà tracer un canevas pour notre pastorale forestière, tout imprégnée de toutes les réflexions écologiques actuelles. L'écologie doit s'entendre ici comme la relation homme-nature; l'homme vit dans un environnement auquel il s'adapte et qui réagit sur lui. Ici, l'urgence était d'interpeller la conscience de chacun à revoir sa relation vis-à-vis de la nature. Eviter l'exploitation anarchique de la forêt; créer une journée diocésaine de planting d'arbre, respecter les espaces d'agréments engazonnés, arborés…

Avant de boucler cette session, Mgr Yves a invité l'abbé Guy Noel Okamba, prêtre de l'archidiocèse d'Owando, ancien recteur du grand séminaire de philosophie Mgr Georges Firmin Singha, docteur en droit canonique, pour dire en des termes simples ce qu'on entend par «Province Ecclésiastique». Celui-ci partira de l'histoire de l'évangélisation du Congo, avec la création progressive des diocèses (Brazzaville en 1955 jusqu'à Gamboma et Dolisie en 2013). A 137 ans d'évangélisation, l'Eglise du Congo a neuf diocèses. La répartition de ces diocèses en trois provinces ecclésiastiques, décidée par le Pape François, le 30 mai, se veut une réponse au souci de renforcer la proximité pastorale (pastorale d'ensemble), par une collaboration de plus en plus étroite entre diocèses voisins. La mise en place des structures provinciales reste progressive, selon la nécessité et la bonne volonté des évêques. Le canoniste dissipera aussi le brouillard qui enveloppe certains sur le statut de l'archevêque; il n'est pas supérieur aux autres évêques, mais plutôt l'aîné qui facilite la communion provinciale.

Tous les échanges achevés, Mgr Yves Marie Monot, évêque de Ouesso, a pris la parole pour insister sur la formation permanente dans les communautés, quasi-paroisses et paroisses. Cette session pastorale en aura dévoilé l'urgente nécessité. Tant de bonnes choses évoquées et partagées ensemble ne devraient passer sous silence. Une commission de suivi des clauses d'une telle assemblée se mettra en place sans tarder, pour rendre plus perceptible notre progression pastorale. La présence des délégués des deux autres diocèses de la province du Nord signifie que l'écho de cette session pastorale 2020-2021 aura une plus large extension.

Abbé Benjamin ITOUA, Séminariste de Ouesso

Abbé Julien MUREKEZI,
Secrétaire diocésain

SESSION DIOCESAINE PRECEDANT L'OUVERTURE DE L'ANNEE PASTORALE 2020-2021 A BRAZZAVILLE

«Chrétien de Brazzaville, qu'as-tu fait de ton baptême? -Sois enraciné en Christ-»

Ouverte le lundi 28 septembre 2020, la session diocésaine précédant l'ouverture de l'Année pastorale 2020-2021 ayant pour thème: *«Chrétien de Brazzaville, qu'as-tu fait de ton baptême? -Sois enraciné en Christ-»*, s'est poursuivie les mercredi 29 septembre et jeudi 1er octobre 2020, dans la salle polyvalente de la cathédrale Sacré-Cœur. Placée sous la présidence de Mgr Anatole Milandou, archevêque de Brazzaville, assisté de Mgr Bienvenu Manamika Bafouakouahou, archevêque coadjuteur de Brazzaville, la session a connu la participation de plusieurs prêtres, religieux, religieuses et des fidèles laïcs membres des bureaux diocésains des mouvements d'apostolat.

NN.SS Anatole Milandou (à dr) et Bienvenu Manamika Bafouakouahou

Au début des travaux du deuxième jour qui ont eu pour modératrice, Sr Arlette Jeannie Bidinka, religieuse de la congrégation des sœurs servantes de Cana, Mgr Anatole Milandou a présenté à l'assemblée, Mgr Bienvenu Manamika Bafouakouahou, archevêque coadjuteur de Brazzaville, rentré de Dolisie la veille: *«Jusqu'à la nomination d'un nouvel évêque à Dolisie, Mgr Manamika sera à cheval entre les deux diocèses. Il ne sera complètement libre que lorsqu'il y aura un nouvel évêque à Dolisie.»* C'est l'abbé Vivien Carhol Etouolo, de l'archidiocèse d'Owando et professeur de théologie dogmatique au Grand séminaire Cardinal Emile Biayenda, qui a ouvert la série des communications du deuxième jour de la session.

Il a exposé sur le thème de l'Année pastorale 2020-2021, en décortiquant la nature du baptême, ses spécificités, ses effets sacramentels et spirituels et sa pédagogie.

Le père Pascal Taty, vicaire épiscopal chargé de la pastorale générale, président de la Commission diocésaine de la pastorale, chargée de la coordination des mouvements d'apostolat, a présenté les articulations du planning diocésain d'activités pastorales. Celui-ci annonce les activités phares, leurs dates et lieux au plan diocésain, qui se tiendront au cours de l'Année pastorale 2020-2021.

Après ces deux communications, les participants se sont répartis en huit ateliers ayant eu des modérateurs et des rapporteurs. Au retour de ces carrefours, un compte rendu de chaque atelier a été fait à l'auditoire, sur les stratégies à mener pour mieux vulgariser le thème de cette Année pastorale.

M. Jean Séraphin Nganga, fidèle laïc engagé dans la vie diocésaine, a fait une communication sur les provinces ecclésiastiques, qui modifient à coup sûr l'organigramme de l'Eglise locale. Il a fait des suggestions pour améliorer le fonctionnement et les performances de l'Eglise locale.

A la fin de cette journée, Mgr Bienvenu Manamika Bafouakouahou s'est exprimé pour corriger une habitude qui s'est répandue dans le langage oral de bien d'orateurs qui aiment à dire à la fin de leurs interventions: *«j'ai dis, j'ai terminé»*. Il a ainsi suggéré de ne dire que: *«Je vous remercie»*. Il a fustigé aussi la pratique des messes noires qui selon lui n'existent pas dans l'Eglise, et relèveraient de l'escroquerie spirituelle ou du satanisme, au cas où elles seraient pratiquées.

Le 3e et dernier jour de la session ayant eu pour modérateur, l'abbé Roland Armel Miassouamana, a eu pour première communication, celle du frère Jean Kombo Boutsoki, directeur diocésain de la catéchèse, qui a fait le bilan de l'Année catéchétique 2019-2020 et a présenté les grandes articulations de l'Année catéchétique 2020-2021. Il a demandé aux formateurs de veiller à ce que l'enseignement de la doctrine sociale de l'Eglise ne soit pas bâclé et a insisté sur l'animation catéchétique aux temps forts de l'Année liturgique. Baptême et identité chrétienne sont solidaires l'un de l'autre, a fait savoir le conférencier.

Une vue...

Père Casimir Moukouba, directeur diocésain de la liturgie, a animé le thème: *«Axes liturgiques de l'Année pastorale 2020-2021» «La beauté d'une messe se lit aussi par les détails de la cérémonie»*, a-t-il dit en invitant les curés de paroisse et tous les prêtes à soigner leur liturgie, conformément à la circulaire de l'archevêque de Brazzaville intitulée: *«Soignons nos liturgies»*.

L'abbé Crépin Gyscard D'Isseret Gandou, directeur diocésain de l'Ecole catholique (DDEC) a exposé sur les joies, les peines et les angoisses de l'Ecole catholique de Brazzaville, en parlant de l'organisation et du fonctionnement de la DDEC, des effectifs du personnel et des élèves, des activités réalisées, ainsi que des finances et équipements.

L'abbé Destin Mouene Ndzorombe est intervenu au nom de l'Ecole des Sciences religieuses pour présenter ses particularités et a emboité avec la pastorale des migrants et réfugiés pour lancer un appel à être sensibles et solidaires des personnes déplacées qui quittent leurs domiciles pour des raisons diverses.

L'abbé Albert Kimbembé a abordé les grands axes et les particularités de la pastorale diocésaine de l'environnement et du développement.

... des participants

Sœur Eliane Julienne Boukaka, présidente fondatrice de l'Association congolaise *«Accompagner»* (ACA), a plaidé pour qu'un regard conséquent soit accordé à la pastorale de la santé dont elle a présenté, défini et circonscrit les contours et les spécificités. L'abbé Thierry Wilfrid Dialembontsoni, ami de Radio Magnificat, a lancé un SOS pour remédier aux grands maux qui minent cette radio diocésaine émettant de Brazzaville.

L'abbé Michel Bordan Bébert Kimbouani Ntsoki, secrétaire-chancelier de l'archevêché et responsable des archives diocésaines, a interpellé les prêtres sur l'usage et la bonne tenue des archives paroissiales qui devront avoir un double à l'archevêché.

Pour terminer, Mgr Anatole Milandou a attiré l'attention des prêtres sur la tenue des archives paroissiales, les conviant à veiller à la notification des différents sacrements administrés dans leur paroisse. Même la lettre circulaire de l'évêque reçue en paroisse est un document précieux, constitutif des archives paroissiales, qui doit être bien rangée et placée en lieu sûr. Après ces différentes interpellations, Mgr Anatole Milandou a prononcé sa traditionnelle allocution de clôture de la session diocésaine d'ouverture de l'Année pastorale 2020-2021, dans laquelle il a déclaré close la session diocésaine.

Gislain Wilfrid BOUMBA

ARCHIDIOCESE DE BRAZZAVILLE

Publication de bans

Mgr Anatole Milandou, archevêque de Brazzaville, annonce aux communautés paroissiales et religieuses de l'archidiocèse de Brazzaville qu'à l'occasion de la Messe de clôture de l'Année pastorale 2019-2020 et d'ouverture de l'Année pastorale 2020-2021, Mgr Bienvenu Manamika Bafouakouahou, archevêque coadjuteur de Brazzaville, ordonnera le samedi 3 octobre 2020, à 9h 00, à la Place mariale de la cathédrale Sacré-Cœur de Brazzaville,

A/ Diacres: Eudes Iglaire Diermain Mboungou, Comli Jhon Ngouba-Come-Bokotaka.

B/ Prêtres: les abbés Ander Emmanuel Ketiketi Loukouzi, Francky Gloire Kitilou Batidi, Freigite Jhudel Divin Malanda Badila, Aimé Ghislain Milongui, Christ Divin Missamou-Nkatoudi, Prisque D'Avila Nsimouessi, Patrick Obah Chukwukelue, Christ-Vit Prince Souakoulou et Ginse Risfal Tani Tambika Mbongolo.

L'archevêque de Brazzaville invite les communautés paroissiales et religieuses de l'archidiocèse de Brazzaville à soutenir les futurs ordinands dans leurs prières.

XXVIIe DIMANCHE DU TEMPS ORDINAIRE-A-

«Notre Dieu est plus miséricorde que colère»

***Textes**: Is 5,1-7; Ps 79 (80), 9.12, 13-14,15-16a,19-20; Phil 4,6-9; Mat 21,33-43*

Isaïe nous offre une chanson de vendanges: *«Je chanterai pour mon ami bien-aimé qui avait une vigne»*. La vigne, en Israël, est chose précieuse. Elle demandait de la patience et la persévérance.

«La vigne du Seigneur, c'est la maison d'Israël, le plant, ce sont les hommes de Juda et les fruits, le bon raisin attendu, c'est le droit et la justice.

Isaïe reproche la recherche égoïste de l'argent et l'insouciance des riches pour le malheur des pauvres, la perversion de la justice. Ils déclarent Bien le mal et Mal le bien. Ils justifient le coupable pour un présent - les juges se font acheter (Is 5,20).

Le vigneron est tellement en colère, qu'il enlève la clôture et ouvre une brèche dans le mur pour que la vigne soit piétinée, dévorée par les animaux... L'histoire de la vigne, est celle d'Israël et constitue l'image de la parabole de dimanche.

Dans cette parabole nous trouvons des ressemblances au chant d'Isaïe: la patience, la persévérance et les soins de la part du vigneron. La seule différence est que dans l'évangile, le propriétaire n'est pas le vigneron; il la confie à d'autres (Mt 21,33).

Comme chez Isaïe, la vigne c'est Israël et les vignerons sont les chefs des prêtres et les pharisiens qui avaient la charge de la vigne. Ils se sont mal comportés, ont mal guidé le peuple, maltraité et tué les prophètes. Jésus se met aussi en colère. «Le Royaume de Dieu vous sera enlevé pour être donné à une nation qui lui fera produire ses fruits». Mais détrompez-vous! L'annonce la plus importante ce n'est pas que le Royaume leur soit enlevé: ce qui compte c'est que, malgré les obstacles dressés par les hommes, le Royaume produise son fruit. Ce n'est pas le vigneron qui compte, c'est le raisin.

Mais notre Dieu est lent à la colère. Notre Dieu est plus miséricorde que colère. Il nous dit: «La pierre qu'ont rejetée les bâtisseurs est devenue la pierre angulaire». Dieu est un habitué de ces renversements de situation.

L'histoire des fils de Jacob à propos de leur frère Joseph (Gn 37,20) se répète avec Jésus. Ils se saisirent des serviteurs, frappèrent, le jetèrent hors de la vigne et le tuèrent. Ils n'imaginaient pas que c'était lui-même qui allait les sauver.

Jésus annonce ici sa Résurrection: Lui, la pierre rejetée deviendra la clé de voûte de l'édifice; nul n'est exclu dans cette construction: tous, sont incorporés dans cette phrase de Jésus: *«J'ai gardé ceux que tu m'as donnés, et aucun d'eux ne s'est perdu, sinon le fils de perdition, afin que l'Ecriture fût accomplie»* (Jn 17,12).

Dieu nous a confié le monde pour le bien de tous. A nous de répondre à cette invitation avec tous les talents que nous avons reçus.

Fr. Carlos CORREIA
Sacramentin (Pointe-Noire)

IN MEMORIAM

Médard Samba-Tsinda l'Italien!

Ancien journaliste de La Semaine Africaine, Médard Samba-Tsinda aurait totalisé 56 ans cette année (3 octobre 1964 - 3 octobre 2020). Depuis deux ans, son ombre plane encore sur nous. Ce jour tragique du jeudi 5 avril 2018 qui nous a affligés avec sa disparition ne saurait nous faire oublier le personnage de haute stature qu'il fut.

Grand ami de l'Italie, pays dont il a épousé la langue et la civilisation, celui qui pour beaucoup d'entre nous a été le grand-frère, le coach, le maestro, le guide demeure un souvenir plus que jamais vivant.

Du Séminaire romain en Italie à Spazio Italia, son laboratoire de langue italienne à Brazzaville, Médard a largement contribué, à sa façon, à la promotion des valeurs culturelles et diplomatiques entre l'Italie et le Congo. Jusqu'à sa disparition, il est demeuré traducteur assermenté italien-français-français-italien.

Son engagement depuis les années 2000 pour l'enseignement de la langue de Dante Alighieri, permet désormais à beaucoup d'étudiants congolais de découvrir chaque année l'Italie. Dans les années 2000 également, il crée l'association Ecco Italia-Congo-Brazzaville (Voici l'Italie et le Congo-Brazzaville). Lui qui, en 2005, fut le représentant local de l'association Africa 2005.

Homme de relations, Médard Samba-Tsinda réussit à entrer en contact avec le professeur Detalmo Pirzio Biroli, petit-fils de l'explorateur Pierre Savorgnan De Brazza dont il a connu la famille. A sa manière, il a, contribué à la genèse du projet d'érection du mémorial trônant aujourd'hui en plein cœur de la capitale congolaise, qui porte le nom du fondateur de Brazzaville. C'est l'une des preuves qui attestent de sa proximité avec l'Italie son pays d'adoption.

Nommé en novembre 2011 au cabinet du ministre des Sports d'alors, Léon-Alfred Opimbat, Médard a fini par en devenir un expert. Epris des valeurs chrétiennes à lui inculquées dès l'enfance, il était par ailleurs vice-président de l'association des anciens séminaristes du Congo: la DOMUS.

Neveu de Louis Badila, premier directeur congolais de La Semaine Africaine de 1963 à 1966, Médard Samba-Tsinda a été profondément marqué par le bon témoignage de son oncle qui était aussi son devancier au sein de ce journal qui, depuis 68 ans, se diffuse dans le territoire de l'Afrique centrale auquel il était destiné depuis sa fondation par Jean Legall.

Ya Médard, merci infiniment pour le bon témoignage et pour ta présence parmi nous qui malgré tout demeure!

Aristide Ghislain NGOUMA

ASSOCIATION JHONY CHANCEL POUR LES ALBINOS (AJCA)

Des kits de toutes sortes offerts aux albinos

L'Association Jhony Chancel pour les albinos (AJCA), en partenariat avec Green services et l'association Don du cœur a offert le 26 septembre 2020 à son siège à Brazzaville, divers matériaux médicaux et des kits. Afin d'apporter un soutien aux personnes atteintes d'albinisme confrontées à divers problèmes. Il s'agit, entre autres, de kits scolaires aux élèves albinos pour mieux aborder la rentrée scolaire; de crèmes contre les maladies de la peau; des bavettes contre la COVID-19.

Pendant la remise des kits aux bénéficiaires

Cette série de dons provient aussi de Lions Club doyen de Pointe-Noire et de la députée Inès Néfer Bertille Ingani. Les missions de l'AJCA consistent à promouvoir les capacités intellectuelles des albinos et à améliorer leurs conditions de vie.

Selon le président de l'AJCA, Jhony Chancel Ngamouana, sous d'autres cieux, les albinos sont assassinés pour diverses raisons, *«ce qui n'est pas le cas au Congo, car nos autorités se sont levées. Le Président de la République M. Denis Sassou-Nguesso fait de la promotion des personnes vivant avec handicap une priorité pour avoir mis en place le Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap dont je suis membre du secrétariat exécutif permanent»*. Leur clinique, a-t-il assuré, a réalisé des évacuations sanitaires d'albinos à l'étranger. *«Cela nous a coûté chers. Il fallait trouver des moyens pour faire venir en octobre des médecins afin de soigner gratuitement pendant trente jours, les personnes atteintes d'albinisme».*

Photo de famille entre les officiels et les bénéficiaires des kits

La représentante de Green Services, responsable qualité, Sara Della Corte venue de Pointe-Noire a dit, *«nous avons décidé d'élargir notre champ d'intervention, dans un contexte de crise économique et sanitaire. C'est pour cela qu'après notre rencontre avec le président de l'AJCA, nous avons décidé de soutenir la cause de son association».*

Marcello Della Corte, représentant de Lions Club doyen a affirmé qu'en offrant un lot de médicaments et de couvertures médicales, *«c'est notre contribution à cette clinique»*. Alors qu'Alphonse-Benjamin Loukakou, maire sortant de Moungali a invité les uns et les autres à relayer l'information sur l'existence de cette clinique.

La députée de la deuxième circonscription de Moungali, Inès Néfer Bertille Ingani a annoncé qu'elle ne pouvait pas rester en marge du travail qui se fait dans ce centre. Elle a marqué son adhésion à l'action menée par l'AJCA qu'il faut appuyer.

Le maire de Moungali, Bernard Batantou, a encouragé les personnes qui œuvrent pour la bonne cause afin de faire que les albinos, du fait de l'albinisme, ne soient pas marginalisés. Il a promis accompagner l'AJCA pour que ces initiatives fassent de Moungali la tête de proue pour repousser les regards malveillants des autres citoyens sur les albinos.

Les bénéficiaires ont remercié l'AJCA pour le don et souhaité la pérennisation de ses actions.

MINISTERE DU PLAN, DE LA STATISTIQUE,
DE L'INTEGRATION REGIONALE,
DES TRANSPORTS, DE L'AVIATION CIVILE
ET DE LA MARINE MARCHANDE
INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE
DIRECTION GENERALE
N° 1364 /MPSIRTACMM/INS/DG

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité* Travail* Progrès

AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊT POUR LE RECRUTEMENT DES AGENTS DE COLLECTE DU RECENSEMENT GENERAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITATION (RGPH-5)

La République du Congo réalise son Cinquième Recensement Général de la Population et de !'Habitation (RGPH-5), qui permettra d'actualiser les données sur les caractéristiques démographiques et socioéconomiques de la population à tous les niveaux géographiques.

L'Institut National de la Statistique (INS) se prépare à exécuter le dénombrement principal. du 21 novembre au 20 décembre 2020, après avoir organisé la cartographie censitaire qui a permis de découper le territoire national en zones de dénombrement (ZD), entité géographique qui sera confié pendant le dénombrement principal à un et un seul agent recenseur.

Le présent avis à manifestation d'intérêt a pour objectif de recruter les agents qui auront pour mission la collecte de données au sein de chaque zone de dénombrement.

Le Directeur Général de l'INS invite toute personne intéressée à enregistrer son dossier de candidature sur le site de l'INS : https://www.ins-congo.org. A défaut, le candidat peut déposer son dossier physique dans sa sous-préfecture ou la mairie d'arrondissement de son domicile.

Les candidats doivent réunir les critères suivants:
1- être de nationalité congolaise ;
2- être âgé(e) de 18 à 59 ans au 31 octobre 2020;
3- avoir au moins un diplôme de niveau Bac ou autres diplômes équivalents :
4- avoir une parfaite maîtrise de l'outil informatique (Ordinateurs, Tablettes, Smartphones. etc.) ;
5- être familiarisé à l'utilisation des applications informatiques courantes (Windows. Android. Internet, Word, Excel, etc.);
6- être disponible durant toute la période de l'opération ;
7- être capable de travailler sous pression et dans une équipe multiculturelle ;
8- être en parfait état de santé ;
9- avoir une endurance physique (être capable de parcourir de longues distances à pied) :
10-avoir une bonne connaissance du français;
11- être capable de communiquer dans une des langues vernaculaires (Lingala. Kituba, etc.) :
12- avoir une expérience dans le domaine de la collecte de données.

Le dossier de candidature comprend :
1-Une demande adressée au Directeur Général de l'Institut National de la Statistique (INS);
2-Un Curriculum vitae (CV) détaillant le cursus scolaire et/ou universitaire, les diplômes obtenus et, éventuellement, les expériences antérieures en matière de collecte de données assistée par ordinateur ;
3-Une copie légalisée de l'attestation ou du dernier diplôme ;
4-Un certificat médical datant de moins de trois mois, délivré par un médecin habilité :
5-Le cas échéant, une attestation de participation aux opérations de collecte similaires :
6-Un certificat de nationalité ou une copie 'de la carte nationale d'identité.

La sélection des candidats à recruter se fera en deux étapes :
Une présélection sur étude de dossier ;
Les candidats admissibles suivront une formation de vingt-un (21) jours au bout de laquelle un test permettra de retenir les agents recenseurs qui participeront à l'opération.

Les dossiers de candidature doivent être déposés aux adresses sus mentionnées du 05 au 18 octobre 2020 à 14 heures et porter clairement la mention «RECRUTEMENT DES AGENTS RECENSEURS DU RGPH-5».

NB: Les candidatures déposées par voie électronique sont traitées prioritairement.

Fait à Brazaville le 01 OCT 2020
Le Directeur Général
Gabriel BATSANGA

DEVELOPPEMENT

Pour un suivi rigoureux de la mise en œuvre du projet Pro Manioc

L'Union Européenne (UE), représentée par son ambassadeur Raul Mateus Paula, le Programme alimentaire mondial (PAM), par son représentant Martin Bauer et le Gouvernement par Ingrid Olga Ghislaine Ebouka Babackas, ministre en Charge du Plan et de la statistique, ont signé jeudi 24 septembre 2020 à Brazzaville, un cadre de suivi tripartite pour la mise en œuvre du projet *''Pro Manioc''* lancé au début du mois de septembre.

Le projet *''Pro Manioc''*, financé à hauteur de 1,5 million d'euros par l'UE, vise à renforcer la chaîne de valeur artisanale du manioc au Congo via une cinquantaine de groupements de producteurs du département de la Bouenza. Le cadre de suivi signé met en place plusieurs mécanismes solides de suivi de la mise en œuvre des activités, de l'atteinte des résultats et des indicateurs permettant de garantir l'efficience du projet pendant les deux années que durera le projet. Il repose sur un dialogue permanent entre les différentes parties prenantes ainsi que sur la collecte systématique des données pour suivre la mise en œuvre des activités et sur l'atteinte des résultats, tant sur le court, le moyen et long termes.

Son processus de suivi évaluation repose également sur une démarche participative. Les outils de collecte et d'analyse des données seront définis conjointement par l'équipe de gestion du projet et les 50 groupements d'artisans producteurs-transformateurs qui bénéficient du projet, tout comme par les autres bénéficiaires (artisans fabricant de machines pour la transformation du manioc) et parties prenantes (comme le ministère de l'Agriculture).

«La signature du cadre-tripartie constitue une étape clé pour assurer une réalisation efficace de l'action. La crise sanitaire a montré la fragilité des chaînes d'approvisionnement alimentaire au Congo, puisqu'on a pu observer une augmentation temporaire des prix allant jusqu'à 15%. D'où la nécessité de renforcer les chaînes de valeur agricole», a affirmé l'ambassadeur de l'UE. Avant de saluer le dynamisme et la diversité du partenariat entre l'UE et le Congo en soulignant l'immense valeur ajoutée de la coopération multilatérale qui met à contribution les expertises des différents partenaires au développement du Congo.

Pendant l'échange des parapheurs

Selon Martin Bauer, *«avec Pro Manioc nous visons à augmenter la production des produits du manioc de 50% en introduisant des nouveaux équipements, et à mieux faire connaître les produits au grand public.»*

La ministre Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas a été satisfaite de *«la prompte réaction de l'Union Européenne aux côtés du Congo dans la lutte contre la pandémie, et dans la mise en place rapide d'un protocole de suivi qui épouse parfaitement les préoccupations du Gouvernement dans l'amélioration de la performance de tout projet destiné aux populations dans une approche concertée avec les partenaires.»*

Elle a précisé que *«la partie qui finance et celle qui bénéficie ont tout intérêt à ce que les objectifs soient atteints. Ce dispositif de suivi-évaluation nous permettra de nous assurer que les bénéficiaires font exactement ce qui est prévu dans le cadre du projet.»*

Le projet qui est une innovation, mettra un accent particulier sur la transformation du manioc en produits encore peu connus au Congo, comme le gari et l'attiéké. Le choix porté sur la Bouenza comme région pilote s'explique par son potentiel et son savoir-faire dans la production du manioc.

L'UE et le PAM comptent étendre, à l'avenir, ce projet à tous les départements du Congo.

Alain-Patrick MASSAMBA

PARTENARIAT

Accord entre l'IRSEN et Renatura pour la biodiversité

L'Institut de recherche en sciences exactes et naturelles (IRSEN) et l'ONG Renatura Congo ont conclu le 24 septembre à Pointe-Noire, un accord dont le but essentiel est de mutualiser les forces face aux défis de la sauvegarde de la biodiversité marine. La signature de cet accord a eu lieu dans une salle de l'IRSEN en présence du ministre de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique, Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou. L'IRSEN a été représenté par son directeur général, Joseph Goma-Tchimbakala et Renatura Congo par sa directrice, Nathalie Mianseko.

Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou

Selon les deux parties, l'accord sera mutuellement bénéfique. Car, à travers ce pacte, Renatura Congo aura droit à *«un appui technique»*, mieux à *«une caution scientifique pour les activités de la structure»,* selon les propos de Nathalie Mianseko.

Depuis sa création en 2005 à Pointe-Noire Renatura Congo, par le truchement de nombreuses activités (patrouilles, sensibilisation, etc.) sur le littoral congolais, a déjà libéré 18.500 tortues et préserve chaque année 2.500 nids de la déprédation qui était estimée à 100 % avant l'arrivée de l'ONG. Des actions dont profitera l'IRSEN d'autant plus que lors de sa prise de fonctions en juillet dernier, Joseph Goma-Tchimbakala avait promis de focaliser son programme de 2020 sur l'appui multiforme à des initiatives de surveillance ou de recherches dans l'environnement marin ou des eaux continentales.

Après la signature une pose photo pour la postérité

Un challenge qui s'inscrit dans le droit de fil de ce que les Nations Unies appellent *«économie bleue»*. Un nouveau paradigme qui *«offre un cadre pour une utilisation rationnelle et durable des ressources naturelles, renouvelables et non renouvelables».*

John NDINGA-NGOMA

EDUCATION

Des Kits scolaires pour enfants handicapés vulnérables

L'association Union pour la promotion et le développement des femmes handicapées du Congo (UPDFHC), que préside Mme Lucie Bernadette Inanga, a célébré en différé le 26 septembre à son siège de Brazzaville la 54e Journée internationale de l'alphabétisation. Celle-ci est commémorée le 8 septembre de chaque année.

Des kits scolaires et des bavettes ont été remis à cette catégorie d'enfants et une conférence sur le thème: *«Alphabétisation des enfants handicapés vulnérables dans le contexte de la COVID-19»* a été donnée.

Lancée officiellement le 31 juillet 2008, l'UPDFHC est à son énième geste en faveur des enfants handicapés vulnérables du Congo.

Ils étaient 86 enfants des classes du CP1 en 5e issus des familles démunies à recevoir les fournitures scolaires composées entre autres de sacs, de cahiers et ardoises. Une façon de leur garantir une bonne rentrée scolaire 2020-2021. *«Leur donner des kits scolaires, c'est non seulement les encourager à aller à l'école, mais aussi et surtout de les préparer à être une élite intellectuelle forte qui saura poser la problématique de l'insertion de la personne handicapée au Congo»*, a dit Gustavine Louzolo, la secrétaire générale de l'association.

Faisant un bref aperçu de leur organisation créée pour soutenir les femmes et enfants vivant avec handicap, elle a souligné que le handicap n'est pas une fin en soi, *«puisque s'il nous était donné de choisir, personne ne l'accepterait»*. Mme Gustavine Louzolo a sollicité, par ailleurs, l'appui des institutions étatiques et celui des partenaires au développement comme l'UNESCO, estimant qu'un *«appui multiforme permettra à la personne handicapée de gagner ses lettres de noblesse». «La situation du handicap, a-t-elle souligné, n'autorise pas le sectarisme. Il faut pactiser avec tout le monde dans un référentiel d'humilité»*

Mme Gustavine Louzolo remetant un kit à une enfant handicapée

Quelques bénéficiaires

Pour Georges Mvoumbi, représentant l'Association des parents d'élèves et étudiants du Congo (APEEC), les actions de l'UPDFHC sont à encourager. Aussi a-t-il invité d'autres associations à œuvrer pour l'éducation des enfants handicapés vulnérables.

La présidente de l'Association, qui est intervenue par visio-conférence, a remercié tous les bénévoles de son organisation pour le travail d'identification des enfants handicapés des ménages démunis réalisé. Elle a exhorté les bénéficiaires à doubler d'efforts en vue de réaliser les rêves de leur vie. Aux parents, elle a demandé de faire montre de conscience parentale pour la réussite des enfants. Elle a projeté une rencontre en fin d'année pour congratuler les enfants qui auront obtenu des moyennes louables.

Le Dr Alain Tchimboungou a fait remarquer à l'occasion que les sourds-muets et les malvoyants sont sous informés sur la pandémie de la COVID-19. Il a plaidé pour l'amélioration des conditions d'études des enfants handicapés vulnérables et suggéré aux pouvoirs publics de bâtir des stratégies pour faciliter l'accès en ce temps de pandémie dans les centres d'enseignement et renforcer les capacités des guides.

Esperancia MBOSSA-OKANDZE

ETAT CIVIL

Campagne gratuite de distribution d'actes de naissance à Talangaï

Ayant constaté l'abandon de nombreux actes de naissances de la période 2010-2019 dans ses services, la mairie de Talangaï dans le 6e arrondissement de Brazzaville procède depuis le 17 septembre à une opération de remise d'actes de naissance. Celle-ci s'achevera à la fin du mois d'octobre 2020. Ce sont 8.000 documents d'Etat Civil qui sont à mettre à la disposition des déclarants. Pour éviter d'avoir des citoyens sans identité, l'administrateur-maire de Talangaï, Privat Frédéric Ndeket, a opté d'aller vers la population en ouvrant un bureau d'Etat civil dans chaque quartier de l'arrondissement. *«Cette opération de proximité permettra de diminuer le nombre important d'actes de naissances qui se trouvent dans nos services. C'est incompréhensible de voir des citoyens qui déclarent des documents et qui ne se présentent plus pour les retirer. Mais, nous, entant qu'autorité, avons jugé utile d'apporter ces actes vers les populations, en même temps nous leur permettant d'enregistrer des nouvelles naissances»*, a expliqué Privat Frédéric Ndeket, qui a rassuré les populations que la délivrance de ces documents se fera en temps raisonnable, en dépit des difficultés rencontrées. *«Le retrait est gratuit; à la seule condition de présenter le récépissé de déclaration ou la pièce d'identité justifiant l'affiliation»*, a-t-il dit.

E.M-O

KOUILOU

Fin de la 10e session du Conseil départemental

Après 10 jours de travaux, Alexandre Mabiala, président du Conseil départemental du Kouilou, a procédé le mercredi 30 septembre à la clôture de la 10e session ordinaire dite administrative. Elle s'est clôturée sur une note générale de satisfaction. Car, sur les 14 affaires portées à l'ordre du jour des travaux de la Commission administrative et juridique, une seule a été renvoyée à la prochaine session.

Photo de famille

Les dossiers traités portaient, notamment, sur un projet de création d'une chambre de commerce du Kouilou et de concession du motel de Kayes-poste et de M'Vouti poste. Ils portaient aussi sur la création projetée d'un site touristique intégré à Bas-Kouilou et bien d'autres. Seule l'affaire n°9, portant sur la débaptisation de l'école primaire de Diosso a été renvoyée à une prochaine session pour complément d'informations.

Au cours des travaux, le plénum du conseil a recommandé au bureau exécutif la mise en place d'une commission paritaire des conseillers départementaux, ainsi que des experts chargés d'élaborer la politique départementale.

Dans son propos de clôture de cette session, le président du Conseil départemental, Alexandre Mabiala, a remercié les conseillers départementaux du Kouilou pour l'organisation, la rigueur, et surtout l'esprit de cohésion et de consensus dans l'analyse des 14 affaires soumises à leur appréciation.

«Le chemin à parcourir, distingués Conseillers départementaux du Kouilou, ne saurait nous éloigner des grands challenges pour la marche en avant de notre département. Car beaucoup reste à faire pour atteindre les rivages ensoleillés de l'émergence du département du Kouilou. Et c'est l'occasion, de saluer les mesures prises par le Gouvernement de la République pour la prolongation de l'état d'urgence sanitaire dans notre pays. Nous appelons à la vigilance, et à respecter, de façon stricte, les mesures barrières encore en vigueur dans notre pays; la maladie est encore là», a rappelé le président du Conseil départemental du Kouilou

Il a aussi réaffirmé que la contribution et la participation des Conseillers seront vivement sollicitées pour l'organisation dans les tout-prochains d'événements majeurs pour la vie du département: les journées de réflexion sur l'école et aussi 1ère édition de la conférence économique du Kouilou.

Il a sollicité le soutien du conseil départemental en favorisant le développement durable du tourisme et des loisirs, aider à la mise en place des conditions favorables durables qui protègent l'environnement et la population mais aussi soutenir l'administration départementale à planifier et à gérer la politique dans ce domaine ainsi qu'à assurer un suivi permanent et efficace.

A signaler que cette 10ème session ordinaire administrative du Kouilou a connu la présence de Jean Ollesongo Ondaye, général commandant de la zone militaire de défense n°1 de Pointe-Noire et de Paul Adam Dibouilou, préfet de Loango.

La session s'est terminée par le dévoilement d'une plaque en hommage aux conseillers locaux du Kouilou de la mandature 2017-2022 pour les efforts acharnés dans la construction de leur siège.

Madocie Déogratias MONGO

AVIS DE VENTE

Terrains situés à 4 Km de Loumo, département du Pool.
Superficie: 66, 65 hectares
Contacts: 06 666 22 64 / 05 524 70 80
06 668 74 70 / 06 885 19 12

Parcelle à vendre

20 x 20 mètres 144 rue Nkouma à Ouenzé, croisement avenue Reine Ngalefourou.

Contact: 06 504 41 72

Pour ne pas manquer une édition de La Semaine Africaine, mieux vaut s'abonner

Maître Léole Marcelle KOMBO Notaire à Pointe-Noire
73, Avenue Barthélémy Boganda, en diagonale de la Clinique Les Oliviers
1er étage d'un immeuble R+2, Centre-ville, B.P : 1718 Pointe-Noire, République du Congo

ANNONCE LEGALE DE CONSTITUTION DE LA SOCIETE PRIVILEGE ACCESS

Suivant acte déposé au rang des minutes de Maître YABBAT LIBENGUE Ghislain Christian, Notaire, en date du 21 Août 2020, enregistré à Pointe-Noire, aux domaines et timbres le 26 Août 2020, sous le folio 160/30 N04376, il a été constitué une Société à Responsabilité Limitée en République du Congo, dont les caractéristiques sont les suivantes:

Dénomination: PRIVILEGE ACCESS;
Forme: Société à Responsabilité Limitée;
CapitaL: Un million (1 000 000) de francs CFA, divisé en cent (100) parts de dix mille (10 000) ;
Siège social: Avenue Marien Ngouabi, Immeuble 2MP, 2ème étage Bureau C, Pointe-Noire, République du Congo;
Objet: La société a pour objet, en République du Congo:
- Prestation de services en management et gestion d'entreprise (finances, comptabilité, juridique et fiscal, ressources humaines, investissement et financement de projets) Recrutement et mise à disposition de personnel; Mise à disposition des espaces de travail (Coworking) et domiciliation d'entreprises; Agence de voyage; Agence immobilière (courtage et promotion); Formation et networking; Conseils aux entreprises, aux particuliers et conciergerie.

Durée: Quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au RCCM; Gérante: Madame MAVOUNGOU DESMIRACLES née KOKOLO GUIMBI Mélaine Gastone;
RCCM: CG-PNR-01-2020-B12-00116.

Pour insertion légale

Maître Léole Marcelle KOMBO

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET
DIRECTION GENERALE DES IMPOTS ET DES DOMAINES
DIRECTION DE L'ENREGISTREMENT DE LA FISCALITE FONCIERE ET DOMANIALE
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES IMPOTS ET DES DOMAINES DE BRAZZAVILLE
BUREAU DE LA CONSERVATION DES HYPOTHEQUES ET DE LA PROPRIETE FONCIERE DE BRAZZAVILLE-CENTRE

REPUBLIQUE DU CONGO
Unité-Travail-Progrès

ANNONCE LEGALE N°363/2020/BZ-C INSERTION LEGALE

Suivant réquisitions reçues par l'Inspecteur Divisionnaire de la Conservation des Hypothèques et de la Propriété Foncière, une procédure d'immatriculation en vue de l'établissement des titres fonciers est en cours: cette procédure concerne les immeubles suivants:

N° d'ordre	N° de réquisition	Références cadastrales	Quartiers	Arr/Dpt	Requérants
1	23013 du 19-08-20	Sect -, bloc - ; Plle - ; Sup : 351,88m2	4, RUE LIKOKO (QUARTIER LE BLED)	7-BZV	TSETOU OKAKA Marina Muriel Linette
2	21410 du 03-03-20	Sect AN, bloc 98 (ex6) ; Plle 4 (ex7) ; Sup : 404,29m2	5, RUE DU POOL (LA POUDRIERE)	4-BZV	LIKOUNDOU Nelly Aimée
3	22064 du 20-08-20	Sect A, bloc 64 ; Plle 03 et 04 ; Sup : 1.581,00m2	AVENUE NGOUENE (QUARTIER OYAH)	CUVETTE	NGOYA Guy Noël
4	20316 du 17-06-19	Sect CK, bloc 30 ; Plle 15 ; Sup : 422,75m2	21, RUE EDJAPI (MASSENGO)	9-BZV	Enfants MOSSALA GAMPIO
5	21123 du 23-12-19	Sect -, bloc - ; Plle - ; Sup : 60.000m2 soit 6ha00a00ca	VILLAGE YIE (TERRE IBINA)	POOL	Enfants SAMBALA Paul
6	21083 du 11-12-19	Sect P8, bloc 183 ; Plle 2 ; Sup : 184,78m2	148BIS, RUE GAMBOMA	4-BZV	NGANKOU Alhod Friedman
7	22030 du 21-08-20	Sect : Zone non cadastrée ; Sup : 515,07m2	3, RUE TSOULAMBA (QUARTIER MAKABANDILOU)	9-BZV	MOBEBELE Christian Sidney
8	5634 du 28-08-20	Sect J, bloc 08 ; Plle 11 ; Sup : 191,84m2	J-231/V QUARTIER O.C.H MOUNALI 3	3-BZV	DINGA OBA Beaudry Prince Lebel
9	22091 du 07-09-20	Sect : Zone non cadastrée ; Sup : 379,92m2	QUARTIER FLORENT NTSIBA (KINTELE)	POOL	OKIANZA OFO Eugénie Ghislaine
10	5461 du 04-05-20	Sect : Zone non cadastrée ; Sup : 200,00m2	QUARTIER 612 MAKABANDILOU	6-BZV	OYANDZA Philomène
11	21303 du 30-01-20	Sect BD3, bloc 33 ; Plle 5 ; Sup : 473,35m2	7, RUE MOKOKO (NKOMBO MATARI)	9-BZV	TSOUMOU Victor
12	21865 du 21-07-20	Sect : Zone non cadastrée ; Sup : 789,51m2	QUARTIER UNIVERSITE	POOL	NGAKOSSO Christ Didace
13	22022 du 20-08-20	Sect P13, bloc 200 ; Plle 9 ; Sup : 182,50m2	27, RUE MANA (QUARTIER MOUKONDO)	4-BZV	KIAMBA NDOULOU Kévin Prince Nathan
14	22021 du 20-08-20	Sect P13, bloc 200 ; Plle 9bis ; Sup : 182,50m2	27BIS, RUE MANA (QUARTIER MOUKONDO)	4-BZV	KIAMBA NDOULOU Germain Steven
15	21423 du 05-03-20	Sect P12, bloc 165 ; Plle 26 ; Sup : 192,29m2	35, RUE KONDA	6-BZV	MBENGUE Guy Flugence
16	22038 du 25-08-20	Sect P4, bloc 143 ; Plle 16 (ex.10) ; Sup : 179,78m2	23, RUE BAKOUKOUYAS	3-BZV	BALENGA Raymond E. et BALENGA née MANDAKA MUYOLO M.
17	20112 du 11-04-19	Sect P7, bloc 37 ; Plle 20 ; Sup : 167,76m2	69BIS, RUE LAGUE	4-BZV	KABI Gaëlle Prude
18	21877 du 25-07-20	Sect -, bloc - ; Plle - ; Sup : 2.890,38m2	VILLAGE IMPANI	POOL	NGAMPOLO Lelia Estelle Carole
19	22011 du 19-08-20	Sect P7, bloc 6 ; Plle 9 (ex.16) ; Sup : 317,04m2	35, RUE MADINGOU	4-BZV	Enfants INANGA Marien Serge
20	22072 du 02-09-20	Sect P2, bloc 74 ; Plle 11 (ex.117) ; Sup : 190,67m2	117, AVENUE DE FRANCE	3-BZV	SOUMOUNOU ABA
21	22075 du 02-09-20	Sect P15 bloc 22 ; Plle 10 ; Sup : 250,65m2	47, RUE BOUANGA	6-BZV	NGUIMBI née MONGUIA Pierre Edwige Céline Elodie
22	21714 du 17-06-20	Sect BD4, bloc 195 ; Plle 2 ; Sup : 219,73m2	4, RUE NDE DANIEL	9-BZV	LENGANDJA NKALA Persévérance Soria Merveille
23	20389 du 09-07-19	Sect CG , bloc 113 ; Plle 05bis ; Sup : 447,11m2	06, RUE IMPOLI MANIANGA	9-BZV	Enfants ONDONGO
24	13818 du 22-01-16	Sect -, bloc - ; Plle (1 domaine) ; Sup : 5.000,00m2	VILLAGE DIEU LE VEUT	POOL	ONIANGUE Prince
25	14092 du 30-03-16	Sect -, bloc - ; Plle (1 domaine) ; Sup : 10.000,00m2 soit 1ha	VILLAGE DIEU LE VEUT	POOL	N'DONGO Loreane De Mireille Patriciane
26	14290 du 17-07-16	Sect -, bloc - ; Plle (1 domaine) ; Sup : 5.000,00m2	VILLAGE DIEU LE VEUT	POOL	ONIANGUE ILOYI Destin Trésor
27	15058 du 01-10-16	Sect -, bloc - ; Plle (1 domaine) ; Sup : 15.000,00m2 soit 1ha50a	VILLAGE DIEU LE VEUT	POOL	ONIANGUE Prince
28	21603 du 26-05-20	Sect : Zone non cadastrée ; Sup : 435,00m2	RUE OWAYA (QUARTIER MAKABANDILOU)	9-BZV	IWANDZA Josyne Carleaty et IWANDZA Yves Jean Marie
29	21942 du 03-08-20	Sect AT, bloc 3 (ex.81), Plle 13bis (ex33bis), Sup : 194,54m2	33BIS, RUE SOUNGUI (QUARTIER NGAMBIO)	4-BZV	Enfants LEKA-NZILA
30	21604 du 26-05-20	Sect : Zone Rurale ; Sup : 10.000,00m2 soit 1ha00a00ca	VILLAGE NFOURA	POOL	IWANDZA Josyne Carleaty et IWANDZA Yves Jean Marie
31	21503 du 24-03-20	Sect -, bloc - ; Plle - ; Sup : 2.400,00m2	QUARTIER NGAKOUBA (PK45)	POOL	NGUEKIERE Léocadie Gisèle
32	21047 du 29-11-19	Sect P6, bloc 24 ; Plle 10bis (ex.16) ; Sup : 206,67m2	53, RUE MVOUTI	5-BZV	NIAKEKELE MONGBA Franck Cédric Fortuna
33	20956 du 07-11-20	Sect : Zone non cadastrée ; Sup : 1.500,00m2	VILLAGE YIE	POOL	OBESSA née LELEKA Berthe
34	21967 du 10-08-20	Sect P5, bloc 50 ; Plle 10 (ex 7) ; Sup : 506,55m2	109, RUE MBOKOS	3-BZV	Enfants NGAKO
35	22065 du 31-08-20	Sect : Zone non cadastrée ; Sup : 230,80m2	QUARTIER BILOLO-ACADEMIE	9-BZV	EKENGUI OSSEBI Lucie Yedyne
36	21876 du 22-07-20	Sect : Zone non cadastrée ; Sup : 399,40m2	QUARTIER IHOUEME (KINTELE)	POOL	MABELEMO-BANDEBAYE Maryse Préfina
37	21993 du 14-08-20	Sect : Zone non cadastrée; Sup : 5.547,74m2	VILLAGE MADIELE (TERRE NKOUOMI)	POOL	Enfants GOMA Wilfrid Eddy
38	21826 du 07-07-20	Sect CC, bloc 126 ; Plle 14 ; Sup : 199,39m2	RUE ENGANA (EX RUE ODZALA)	9-BZV	Enfants AMBIERO
39	22103 du 10-09-20	Sect -, bloc - ; Plle 14 ; Sup : 400,00m2	IGNIE	POOL	GANKAMA Laurent
40	21955 du 06-08-20	Sect P6, bloc 28 ; Plle 4 (ex 3) ; Sup : 290,94m2	24, RUE MVOUTI	5-BZV	ISSOMBO Prosper
41	22109 du 15-09-20	Sect P1, bloc 37 ; Plle 10 (ex. 11) ; Sup : 659,11m2	15, RUE DES SARRAS	3-BZV	Famille NGUEBO
42	21635 du 03-06-20	Sect -, bloc - ; Plle - ; Sup : 240,00m2	QUARTIER CAMPEMENT	POOL	TOUNGOU Thegy Gloire
43	22026 du 21-08-20	Sect : Zone non cadastrée ; Sup : 317,14m2	QUARTIER LIFOULA	POOL	OKANDZA DIMI Kristand Bhen Gyalor
44	22025 du 20-08-20	Sect -, bloc - ; Plle 09 ; Sup : 1.069,50m2	QUARTIER MATADI	CUVETTE	OLENGA DIARRA Roselyne
45	22024 du 20-08-20	Sect -, bloc - ; Plle 04 ; Sup : 1.021,00m2	QUARTIER MATADI	CUVETTE	OLENGA Eustache Gervais

Au-delà de deux (2) mois à compter de ce jour, aucune opposition ou réclamation à l'immatriculation ne sera plus recevable (article 26 de la loi 17/2000 du 30 décembre 2000 portant régime de la propriété foncière).

Fait à Brazzaville, le 28 septembre 2020

Le Chef de Bureau,
Gilbert MBANDZA.

LU POUR VOUS

«Eglise et engagement social au Congo-Brazzaville» de Barthel Christel Ganao

Directeur des études au Grand séminaire de théologie Cardinal Emile Biayenda, l'abbé Barthel Christel Ganao est licencié en économie et organisation de l'entreprise de l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville. Docteur en théologie morale de l'Academia Alfonsiana de Rome, il a publié aux éditions L'Harmattan, un ouvrage de 260 pages pour éclairer sur le rôle de l'Eglise dans la société congolaise. L'œuvre de l'Eglise pour le salut de l'âme, nous révèle-t-il, passe également par la promotion des valeurs morales, de la vie et de la dignité humaine.

Le livre *«Eglise et engagement social au Congo-Brazzaville»* vient *à point nommé dans un pays habité majoritairement de chrétiens. Dès la préface, Maurice Pivot dévoile le but de l'ouvrage, encourager l'adéquation de la vie de foi et l'agir social du Chrétien, et en même temps promouvoir le service de la formation de l'être chrétien. Autrement, comment un chrétien doit se comporter dans la société, que ce soit dans sa famille, à son travail, à l'école, au quartier, en politique, dans la vie associative ou ailleurs.*

L'auteur part du constat de Ilia Delio, auteur de L'humilité de Dieu, ''qu'une spiritualité qui ne prend pas en compte toutes les dimensions sociales de la foi est vaporeuse et désincarnée». Pour lui, il est possible de vivre une vie authentiquement chrétienne dans la mesure où le Christ, parole vivante de Dieu, est accueilli comme itinéraire et demeure. En effet, si le croyant accueille Jésus Christ, qui est passé sur terre en faisant le bien, pour modèle, et se réfère à lui pour se forger une conscience droite et une conduite intègre, en coopérant à la grâce...

La particularité de sa réflexion c'est qu'elle porte, comme le révèle déjà le titre du livre, sur l'engagement de l'Eglise en faveur de la société congolaise de Brazzaville. Christel Ganao met en évidence la question de l'identité chrétienne dans le microcosme congolais. A l'image du Sénégal où les chrétiens sont souvent considérés comme des gens honnêtes, selon le témoignage du Cardinal Sarr, le Congo rame-t-il dans le même sens?

L'auteur, lui, ne se place pas en juge. Il essaie d'explorer les différentes voies d'expression sociale de l'être chrétien, et propose les manières dignes de s'y prendre, car cela va de la crédibilité

Aubin Banzouzi

de l'Eglise qui, affirme-t-il, doit œuvrer concrètement au salut de l'humanité. Ainsi, face au phénomène de la pauvreté morale, intellectuelle et sociale, le manque d'initiative et la mauvaise gestion de la part du chrétien entrent dans le cadre des incohérences.

En tant qu'institution humano-divine, ayant mission d'annoncer les merveilles de Dieu révélée dans l'Evangile, l'Eglise, c'est-à-dire tous ses membres, doit toujours aspirer à la perfection de la charité par une conversion permanente. C'est au nom de cette charité qu'elle érige des établissements sanitaires et scolaires pour soigner les corps et éduquer les cœurs. ''Sans conversion, insiste-t-il, il n'y a pas de vie chrétienne et d'évangélisation».

Le défi consiste donc à ne pas contribuer aux injustices qui menacent la vie de l'homme sur terre ou l'harmonie sociale. D'où les appels incessants à la prise de conscience, à la solidarité, à la responsabilité; et les interpellations de l'Eglise contre la xénophobie, l'indifférence, la corruption, la guerre, le tribalisme, l'égocentrisme et la superficialité. Le chrétien, témoin de l'amour du Christ, doit fraterniser avec tout le genre humain et être artisan de paix, promoteur de la vie et du développement, dans la société où Dieu l'a placé et partout où il peut se trouver.

Face à la dégradation des conditions de vie et de la trame morale, l'église y oppose *«une éthique de la réalisation du bien commun»* et une aspiration profonde à la sainteté. Elle encourage les laïcs à s'engager dans toutes les sphères d'intérêt social (politique, vie associative, activité professionnelle ou culturelle) en y apportant le sel de la charité et la lumière de la sagesse, en vue de l'extension du règne de Dieu. Ce trésor livresque devrait être un vade-mecum pour les chrétiens (clercs, religieux ou laïcs) vivant ou missionnant au Congo-Brazzaville.

Aubin BANZOUZI

Postite de Jean Marie Bamokena

Postite, publié aux éditions La Doxa en 2015, est une pièce de théâtre d'un contenu assez rare. L'ouvrage écrit dans un style proche de Beaumarchais ou de Molière, est structurée en trois actes qui mettent en scène des réalités actuelles portant sur les intrigues de palais.

Toutes les scènes de la pièce se déroulent quasiment dans la maison de Kudia-Kubanza, ministre d'un pays imaginaire. Ce ministre d'Etat est un personnage cynique et inconstant, avec un passé peu élogieux. Il doit son ascension sociale aux récompenses relatives aux crimes et au clientélisme en faveur d'un ami d'enfance qu'il a aidé à devenir chef d'Etat.

Autour du cercle du pouvoir, oubliant de servir l'intérêt commun, chacun veut avoir sa part du gâteau au prix de la résignation à toutes formes de bassesse et de maléfices. Le pays, à cause des hommes au caractère exécrable qui succèdent à sa tête, est divisé en différents clans, les sud-nord, les Est-Ouest et le originaires du Centre.

Ce livre est vraiment une thérapie contre le repli identitaire et les pratiques ségrégationnistes. On y lit, *«un siècle après César, les Germains (race considérée supérieure aux autres par Hitler) n'avaient adopté de la civilisation Romaine que deux coutumes: la boisson et le jeu»*, page175.

William Shakespeare écrivant dans *«Comme il vous plaira»* que *«le monde entier est un théâtre, et tous , hommes et femmes, n'en sont que les acteurs. Chacun y joue successivement les différents rôles d'un drame en sept âges»*. Sur ce profil, Jean-Marie Bamokena, futé dramaturge, construit des dialogues dans lesquels interviennent les membres issus de toutes les classes sociales. Les domestiques, les cadres militaires et civiles, les universitaires et les hommes politiques, chacun donnant son opinion sur la gestion de la cité.

La pièce fait état des vérités et des rumeurs qui sont chuchotées dans le cadre privé. La cupidité des prétendants aux différents postes de l'Etat entraine une nouvelle pathologie, la *«postite»*, type de dépression qui dans la pièce concerne une bonne partie des déchus du pouvoir. Parmi ceux-ci, Kudia-Kubanza, sorti du gouvernement en remplacement de son neveu et directeur de cabinet.

Dans ce texte de cent-quatre-vingt-quatorze pages, le vice côtoie la vertu et vice versa. Les raisonnements les plus abjects font place aux débats philosophiques qui essaient de cerner les raisons de la déchéance des mœurs. Quelques personnages non-chauvins marquent par l'éclairage de leurs propos une certaine lueur de lucidité et d'humanité dans la trame. Par l'originalité dans sa structuration et une écriture attrayante, Postite peut sans nul doute être admis parmi les chefs-d'œuvre dramatiques de la littérature congolaise. L'écrivain congolais Jean-Marie Bamokena est également auteur des pièces de théâtre *«Le chef de famille malgré lui»* et *«Quand le Sida s'en mêle»* qui ont été respectivement couronnées Meilleure pièce de théâtre populaire 2008 et Meilleure pièce de théâtre de sensibilisation 2010 par les Grands Prix Afrique du Théâtre francophone à Cotonou au Bénin.

A. Banzouzi

(Source: adiac-congo.com/ Les Dépêches du Bassin du Congo)

MUSIQUE

Un ténor nommé Ballou Canta

Le chanteur Ballou Canta (François Ballou à l'Etat-civil) demeure l'un des plus grands musiciens des deux rives du fleuve Congo connu à ce jour. Chanteur et auteur-compositeur talentueux, le grand public le découvre dans *''Sambala''*, un titre qui va le lancer, ainsi que dans le groupe dont il fait partie, Télé-Music, un orchestre de l'Office national des postes et télécommunications (ONPT) à Brazzaville. Dans celui-ci, il aura comme coéquipiers les artistes tels que feu Nelly Okemba, Simon Mangwani, Bruno Houla, Braz Antonio, Mienandi *''Moutchatcho''*. Exceptés les tubes de Ballou Canta, cet orchestre produira aussi d'autres chansons à succès restées gravées dans les mémoires des mélomanes de la bonne musique.

Ballou Canta n'attend pas que les émotions de son opus s'étiolent pour récidiver avec *''Bazo''*, une chanson qui va très vite gagner les cœurs des mélomanes des deux rives du fleuve Congo. Il sera bientôt apprécié dans d'autres pays du Continent. Plus tard, cette

Ballou Canta

chanson sera reprise avec succès par l'éblouissante et phénoménale Yondo Sister, une anciennne chanteuse de l'orchestre Afrisa international de Tabu Ley *''Rochereau''*. Elle sillonnera toute l'Afrique avec.

Dans cet élan, Ballou Canta va tripler la mise avec *''Les ont dit''*, un autre tube qui confirmera définitivement sa présence sur la scène musicale congolaise, avec un chant au-delà du correct, on le ressent crooner au timbre de sa voix. Son style musical est à cheval entre le mythique orchestre Les Bantous de la capitale et le célébrissime orchestre Le Peuple du Trio CEPAKOS (Célio, Pamélo, Kosmos). Deux groupes qui ont marqué l'histoire de la musique moderne congolaise et qui ne sont plus à présenter en Afrique pour leur savoir-faire.

Toujours à la quête de la connaissance et de la découverte d'autres choses, Ballou Canta se lance dans une carrière solo à la fin des années 70. Il compose *''Romana''*; *''Jozy Mala''* et bien d'autres morceaux. Ensuite, vaincu par le goût de l'aventure, il quitte son pays natal et s'installe en France. Là, il ne perd pas de temps, il lance *''Marilyne''* une bonne Biguine, chantée en langue française sur laquelle il installe une voix sensuelle qui ira réveiller les échos d'une pudeur endormie dans les Night- Club de Paris, la capitale de la France. Considéré comme un des meilleurs ténors de la musique congolaise de tous les temps, il choisit de renouer avec les groupes. Il en comptera pas mal aux côtés d'autres virtuoses et caciques de la musique tels que Luciana de Mingongo, un ancien de l'orchestre Viva La Musica de Papa Wemba; Lokassa ya Mbongo, un ancien de l'African all stars de Sam Mangwana et bien d'autres orchestres de renom, Shimita, grand chanteur et danseur talentueux ayant fait partie de l'orchestre Grand Zaiko Wawa du virtuose de la guitare Manuaku *''Pépé Fély''*, Miguel Yamba, etc. Cette fois-ci pour embrasser le Soukous à haut degré.

De ce cocktail d'artistes viendra l'un des tubes chantés en lingala et en wolof *''Adama Diallo''*. Il connaîtra un franc succès en Afrique de l'Ouest, ainsi qu'un autre intitulé *''Wele wele''*. Sa collaboration intimement artistique avec Luciana De Mingongo, qui deviendra par la suite son grand complice pour la production *''Les deux rives Pool Malebo''* du très habile Claude Blanchard Ngokoudi va nous présenter une panoplie côté art de Ballou Canta qui aura entre temps participé à de nombreux concerts, spectacles et festivals en Afrique et dans d'autres pays du monde.

Après sa rencontre avec le légendaire chanteur du monde de la rumba-soukous-salsa, l'international Sam Mangwana à l'un des carrefours de la jungle à grand talent, Ballou Canta devient la pierre angulaire de la sorcellerie musicale d'un géant nommé Ray Léma, un artiste-musicien qui n'est plus à présenter et qui est connu dans la cuisson des rythmes universels avant de les présenter bien assaisonnés aux mélomanes, férus de la bonne musique. Au pays, avec un groupe vili, Ballou Canta a mis en musique l'hymne du Royaume Loango. Ce groupe était en concert il y a quelques mois à l'Institut français du Congo de Brazzaville.

Alain-Patrick MASSAMBA

CHAMBRE DEPARTEMENTALE DES NOTAIRES DE POINTE-NOIRE
OFFICE NOTARIAL MAITRE PAUL BERNARD BATIA
B.P.: 4613 - Tél.: (242) 05.534.46.83 - E-mail: batia_paul@yahoo.fr- 98, Avenue Linguissi PEMBELLOT, Rond-Point «Ex-BATA», à côté de l'immeuble des Officiers 9 étages- Pointe-Noire - Congo / Paul Bernard BATIA, Notaire

INSERTION LEGALE

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société «NOAM CONGO», Société à Responsabilité Limitée, au capital de 1.000.000 F. CFA, ayant son siège social à Pointe-Noire, quartier Tchimbamba, régulièrement constituée et immatriculée au Registre du Commerce et du Crédit Mobilier à Pointe-Noire, sous le n°01-2020-B12-00083, reçu en la forme authentique par Maître Paul Bernard BATIA, Notaire soussigné, en date à Pointe-Noire du 23/07/2020, soumis selon le vœu de la loi, à la formalité impérative de l'enregistrement, le 28/07/2020, à la recette de Pointe-Noire Centre, folio 140/33 N°3844, il a été décidé de:
- La modification de l'objet social de la société;
-La mise à jour corrélative des statuts de la société;

La société NOAM CONGO S.A.R.L aura désormais pour objet:
- Placement du personnel;
- Recrutement et formation;
- Conseil en management;
- Accompagnement à la certification ;
- Location et vente de véhicules.

En conséquence de cette résolution, les associés de «NOAM CONGO SARL» décident de la modification corrélative des statuts consécutivement aux changements apportés.

Pour avis,
Le Notaire.

BOXE

Ngamissengué, un cogneur devenu professionnel

Le pugiliste congolais Anauel Ngamissengué a choisi. Il est passé professionnel en France depuis octobre 2019 chez les poids moyens (moins de 75kg). Dans le Val-d'Oise, plus précisément à Andresy-Achères, où il s'est installé voici bientôt deux ans.

''En amateur, j'ai remporté en quelques mois les ceintures K-Zo à Saint-Nazaire (Loire Atlantique), Montana à Argenteuil et Vikings à Carentan (Manche), sous les couleurs de Chanteloup-les-Vignes (Yveline). Il était temps pour moi de passer pro'', estimait en fin d'année dernière le nouveau pensionnaire du club de boxe d'Archères.

Anauel Ngamissengué (à gauche) aux côtés de Bob Sita son entraîneur en France

A Pointe-Noire avec Zaied Bacar, son ancien entraîneur

L'aventure continue, donc, pour Anauel Ngamissegué, entré de plain-pied dans le giron des cogneurs professionnels. Il totalisait quatre combats victorieux jusqu'avant la survenue de crise sanitaire liée à la pandémie de COVID-19. Avec le brio que l'on devine. Un trop rapide dénouement, telle fut l'issue de ses trois premiers combats disputés en pros.

Anauel Ngamissengué a fait ses premiers pas professionnel le 19 octobre 2019 contre le Serbe Stadjan Dragisic, dans la salle du Lièvre-d'or, à Châteauneuf-sur-Loire. Il s'est promené sur le ring en essayant de faire durer le spectacle. En vain. Car il a pris l'option d'en finir avec son adversaire en le mettant KO au deuxième round. Anauel gagnait son tout premier combat professionnel. Avec certes beaucoup de joie, mais sa victoire trop facile le laissait sur sa faim: «J'étais sûr de gagner, mais je ne pensais quand même pas que cela irait aussi vite. C'est dommage pour le public qui a été privé de spectacle''.

Puis Anauel Ngamissengué s'en est allé le 28 décembre 2019 chargé Kamel Benyattou qu'il a malmené et ridiculisé en un round seulement, pour un combat prévu en six, dans la salle Florent Artaud, à Lille. Le lendemain la presse titrait: ''Ngamissengué en futur grand champion! Ngamissengué trop rapide pour Kamel''.

L'autre victime d'Anauel est le Georgien Davit Makaradzé, battu aussi par KO à la quatrième reprise d'un combat en six. Puis il a battu le Franco-sénégalais Ismaël Seck, seulement aux points après six round, non sans l'avoir malmené.

Anauel devait boxer tous les mois, mais tous les galas de boxe ont été annulés pour au moins trois mois, à cause de la crise de coronavirus.

La reprise vient d'être envisagée à peine quelques semaines, à huis clos. On trouvera sans doute des adversaires valables pour Anauel Ngamissengué. Des gars capables de résister et, peut-être, aussi d'ébranler le Congolais. Anauel doit se préparer à cette éventualité. Cela l'incitera, à coup sûr, à beaucoup travailler. Jadis, son compatriote Anaclet Wamba l'avait réussi. Le chemin de la gloire y passe obligatoirement. On est pas champion en regardant les feuilles de manguiers à longueur de journée. Heureusement, il peut compter sur un précieux atout: son coach Bob Sita, Congolais comme lui, salué pour son talent et son expérience. Il fut boxeur professionnel entre 1994 et 2000 et a même battu Fabien Guillerme (champion d'Europe en 2001) et infligé sa première défaite à Mahyar Monshipour (champion du monde entre 2003 et 2006). ''Je souhaite faire bénéficier Anauel de mon vécu pour éviter que sa carrière ne prenne un mauvais tournant'', soulignait-il il y a quelques mois.

Bon Sita astreint Anauel à un entraînement intensif et judicieux. Il faut aller sur facebook pour voir...Cela Anauel l'accepte. Il sait ce qu'il veut: pas d'omelettes sans casser les oeufs! Alors, des sacrifices, toujours des sacrifices. De la discipline aussi!

Guy-Saturnin MAHOUNGOU

Comme tout jeune Ponténégrin, Anauel Ngamissengué a été d'abord attiré par le football, avant d'entrer dans la salle de boxe de son quartier, celle des Black Panthers en 2009. Il regardait les entraînements par les trous dans le mur. Et puis un jour, il a franchi le pas et s'est inscrit. *«J'ai commencé la boxe à Pointe-Noire, à l'âge de 15 ans. Là-bas, il n'y a pas d'éducative, on combat directement face à des seniors! Au bout de trois mois, j'étais champion départemental, puis champion du Congo en 2014. J'ai enchaîné dix victoires, avant de subir ma première défaite aux Jeux Africains de 2015. A 21 ans j'avais déjà disputé une dizaine de matches internationaux dont un aux Jeux Olympiques de Rio en 2016 (battu par l'Algérien Ilyas Abbadi) et j'ai décroché ma qualification pour les Mondiaux d'Hambourg 2017, en battant le n° 1 Africain Glory Carlos. Mais mon pays ne m'a pas envoyé là-bas pour défendre mes chances. Le coup a été rude»*, raconte ce *«frappeur né et grand styliste»* (dixit son coach), qui est arrivé en France en 2018 pour faire évoluer sa carrière sportive.

Anauel Ngamissengué dit souffrir beaucoup, mais sans rien regretter. *«Ce sport est beau. C'est comme une danse. Tu dois toucher l'autre sans te faire toucher. Et si jamais il te frappe, tu dois frapper plus fort. Tu dois lui montrer qui es-tu, si possible en une minute»*, dit-il.

REPRISE DES COMPETITIONS DE FOOTBALL

La difficile équation du coût des tests COVID-19

Ça y est! La reprise des compétitions de football se fait sentir, après le feu vert des autorités nationales. Une reprise certes très attendue, mais qui sera marquée par la hantise de la propagation de la COVID-19.

Le Comité exécutif de la Fédération congolaise de football (FECOFOOT) a eu mercredi 30 septembre 2020 une séance de travail avec les représentants et entraîneurs des clubs de Ligue 1, ainsi que ceux des formations retenues pour le play-off (barrage pour l'accession ou le maintien en Ligue 1). Présidée par Jean-Guy Blaise Mayolas, ce dernier les a interpellés sur le strict respect du protocole sanitaire édicté par la Confédération africaine de football (CAF) avant la reprise de toute compétition.

La situation épidémiologique du pays étant toujours active, tous les footballeurs et les staffs technique et médical doivent être préalablement testés à la COVID-19 avant de reprendre les entrainements. Et normalement, pendant le déroulement des championnats, les équipes devront effectuer des tests rapide vingt-quatre ou soixante-douze heures avant chaque match. Ceci n'est pas sans poser le problème du coût de cette opération, sachant que le test COVID-19 coûte aujourd'hui environ 20.000 francs CFA. Face à la crise financière chronique que traversent les clubs, on se demande comment ils pourront effectuer ces tests ? C'est un casse-tête, et pour les clubs, et pour la FECOFOOT.

Certes, on pourra évoquer la possibilité de réduire le prix du test à moitié, par exemple, mais cela reste une somme importante, surtout que l'on devrait tester les joueurs, le staff technique ainsi que tous les accompagnateurs. Ces dépenses imprévues pour le test de Covid-19 risquent de peser très lourd pour les caisses des clubs. Car si on effectue les tests 72 heures avant chaque match durant 26 journées (pour le championnat de Ligue 1), les clubs devront ainsi dépenser pas moins 12 millions de francs CFA, rien que pour les tests. Ceci, sans parler de suivi rigoureux du protocole sanitaire qui, en principe, préconise d'autres dispositions générales d'ordre médical, de prévention et de protection applicables aux sportifs et à leur entourage. Exemple : renforcer les mesures de surveillance COVID-19 lors des regroupements, afin d'éviter qu'ils soient source de propagation de la maladie.

Le coronavirus risque de coûter très cher pour les clubs congolais, déjà mal organisés, toujours déficitaires.

On le voit, cette saison sportive n'est pas comme les autres.

La séance de travail avec les dirigeants des clubs

Jean ZENGABIO

FOOTBALL

Bientôt la reprise des activités au centre de formation

La pandémie du coronavirus n'a laissé aucun secteur d'activité à l'abri. Le sport a fortement pâti de l'irruption du virus au Congo et sur le Continent. Mais même pendant la période de confinement, le Centre de formation au football, ayant son siège dans l'enceinte du Stade Alphonse Massamba-Débat, a continué de penser aux jeunes et à leur avenir.

Son coordonnateur, l'Italien Fabrizio Cesena et tout le plateau technique du centre ont convié les parents d'élèves à une première réunion de prise de contact mercredi 30 septembre. François Mabiala, chargé de logistique, Mouk' Etienne, formateur, Fabrizio et Krishna Loutanzila, secrétaire, ont indiqué les dispositions pour cette année scolaire 2020-2021. Elles ne varient pas fondamentalement par rapport aux règles des années précédentes. Les nouveautés concernent les forfaits à payer suivant l'âge de l'enfant ; elles sont revues à la baisse pour les inscriptions, les visites médicales et les assurances. En raison de la COVID-19, les mesures sanitaires ont été renforcées. Par exemple, le test à la COVID-19 sera obligatoire et aucun enfant ne sera plus autorisé… à boire dans une gourde autre que la sienne !

Le staff technique lors de la réunion avec les parents d'élèves

Mais elles consistent surtout en la prise en compte des mesures édictées par la FIFA, la fédération internationale de football, et qui entend rendre les centres de formation au football interlocuteurs avisés de l'instance mondiale à travers la création d'équipes, surtout pour les U-17 (les moins de 17 ans).

Pour sa part, la Fédération congolaise de football (FECOFOOT) veut instituer des centres départementaux de formation au football pour que ce sport, et surtout la sélection des joueurs de l'équipe nationale, deviennent une opportunité pour tout le pays et pas seulement pour la seule ville de Brazzaville.

L'objectif, a dit Fabrizio Cesena, est de faire participer le Congo à la Coupe d'Afrique des U-17 en 2023. L'objectif est aussi de faire en sorte que les enfants admis au centre ne se rêvent pas seulement en vedettes riches, mais soient des personnes formées avec des diplômes pour la vie. *«Que l'enfant soit d'abord un homme formé et éduqué, fier de sa patrie, avant de songer à être un Messi, à la gloire des stades et à l'argent»*, a-t-il insisté en invitant les parents à se faire plus protagonistes de la formation sportive et intellectuelle de leurs enfants.

A.S.M.

«Jalons d'une politique sociale» par Emilienne Raoul

Madame Emilienne Raoul a, 14 ans durant, siégé au Gouvernement. Et dans un livre entretien, ''Jalons d'une politique sociale'', publié chez L'Harmattan (2020), elle fait le bilan de son travail et esquisse une vision, voire un programme. Le questionnaire est conduit par un professeur d'économie, qui fût par ailleurs Directeur de l'Agence française de développement (AFD), au Congo Stéphane Madaule ; qui l'a convaincue de livrer sa riche expérience à la tête d'un département, dont l'intitulé kilométrique, Ministère des affaires sociales, de la solidarité, de l'action humanitaire, des mutilés de guerre et de la famille avait de quoi donner le tournis !

(Suite et fin)

Emilienne Raoul gère l'urgence

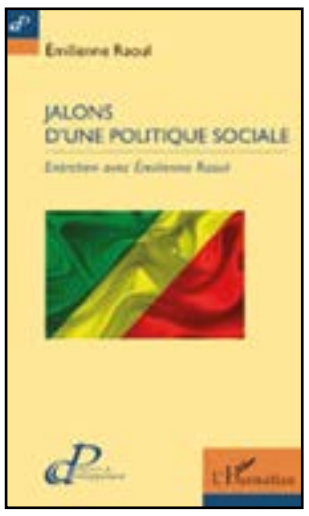
A sa prise de fonction, en 2002 son ministère fut chargé de gérer les urgences, pour ne pas dire des catastrophes. Elle s'occupa en priorité du retour de milliers de déplacés de guerre dans leurs villages d'origine et de leur reprise des activités productrices. A ces personnes, on distribue des kits d'installation comprenant des moules à brique, des semences et aux anciens miliciens, le bétail. En zone urbaine, des structures de prise en charge des enfants traumatisés furent ouvertes.

La démarche scientifique

Emilienne Raoul est enseignant chercheur à l'Université Marien Ngouabi. Elle évolue au département de géographie. Elle a passé un doctorat de 3e cycle à l'université de Lille. Elle encadre des mémoires et des recherches en géographie urbaine. La pauvreté, l'emploi et l'activité des femmes vivant dans la précarité marque la vie urbaine. Par ailleurs, elle fait la découverte d'un auteur, d'un prêtre, le père Lebret travaillant dans le milieu rural au Sénégal. Le père Lebret a inauguré une méthode action, enquête, participation à travers lesquelles les populations expriment leurs problèmes, leurs besoins en vue d'en rechercher des solutions (P24). Emilienne Raoul est fascinée par cette approche scientifique et initie une étude sur le fonctionnement des circonscriptions de l'Action sociale.

Les résultats de cette recherche révèlent, entre autres, attentes de l'aide financière, « pour vivre, se nourrir, se soigner, apprendre un métier, exercer une activité », (Page 28). Il est difficile que les professionnels d'action sociale arrivent à régler de tels problèmes, tout comme ceux provenant des conflits familiaux qui entrainent l'abandon des femmes et des enfants.

L'autre opportunité qui inspire Mme Emilienne Raoul est l'adoption des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) dans le cadre des obligations contractées par le Congo dans la mise en œuvre des politiques publiques. Les OMD doivent répondre aux besoins des plus pauvres en termes d'alimentation, d'éducation, de santé, d'emploi et d'assainissement. Elle engage en 2011 des études sectorielles sur la Vulnérabilité au Congo, et il en ressort des cibles de l'action sociale dont les personnes âgées, les femmes en situation précaire, les personnes handicapées, les femmes désœuvrées et les familles économiquement faibles. Ces études ont conduit à recadrer l'action sociale, surtout que l'Etat a mené une étude et élaboré un Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP). Les statistiques publiées dans ce document mettent en lumière l'ampleur de la pauvreté parce que 51% des congolais sur 4 millions vivent sous le seuil de pauvreté. Le document cible les groupes concernés : l'enfance, les personnes âgées, les peuples autochtones etc…



Mme Raoul en tire les conséquences, car le travail en action sociale pour elle, est concentré sur les besoins de l'être humain ainsi que sur son potentiel et son action. Elle définit son action en 4 P :

1- prévention des situations de précarité

2- protection des personnes les plus vulnérables

3- prise en charge des cas de détresse

4- promotion de l'autonomisation des groupes vulnérables

Elle reprend ainsi le schéma de la recherche-action. Mais, elle ne cesse d'affiner les orientations de son travail en signant des contrats de consultation avec l'université d'Aix-Marseille surtout avec le laboratoire Population-Environnement qui apporte un appui scientifique et méthodologique en 3 axes:

1-Préfiguration du projet d'appui au développement communautaire de 7 districts ruraux pauvres et enclavés

2-Appui et conseil scientifique à la mise en place d'un système d'information d'action sociale et d'intervention sociale de l'enfance

3- La formation des cadres

Mme Raoul s'intéresse aux expériences de terrain et effectue des voyages

1 – au Maroc, pour se pénétrer de la politique que menait le Gouvernement dans le cadre de l'Initiative nationale de développement dans la lutte contre la pauvreté

2 – au Bénin où se conduisaient les expériences Songhai. On donnait aux hommes et aux femmes conscience qu'une partie de leur avenir se trouvait dans leurs mains. Un prêtre dominicain pilotait les gens grâce à ses enseignements de philosophie et de christianisme à sortir psychologiquement de la détresse morale.

3 – au Brésil, sous le règne de Lula, là-bas le Gouvernement avait un ministère de Développement social et de lutte contre la faim. Il coordonnait plusieurs programmes contre la pauvreté dont celui concernant les logements sociaux, pour permettre d'accéder à un habitat décent ; les pauvres recevaient une maison gratuitement financée par les banques, les collectivités locales et les entreprises. Des logements de 40 m2 et les gens ne payant que 10 dollars pour les services d'eau, électricité et le ramassage des ordures.

Emilienne se souvenait de la politique de l'habitat menée au Congo dans les années 1965 et 1970, un programme de constructions de location-vente permit à des salariés modestes d'accéder au logement. Qu'avait-elle à se mêler de construction de maisons dépendant d'un autre dépendant ? Il y eut aussi une autre démarche concernant l'accès au crédit. Elle fut inspirée par l'expérience du Prix Nobel de la paix qui créa une banque pour octroyer des crédits aux pauvres. Elle créa pour ce faire un Projet d'appui à la réinsertion socioéconomique des groupes défavorisés.

Des crédits furent effectivement octroyés d'un montant de 571911866 francs CFA à 2176 bénéficiaires. Les administrateurs à la tête de la structure furent en fait complétement inefficaces. Les femmes qui reçurent les crédits remboursèrent à 98 % des sommes reçues et les hommes 34,75 % seulement.

Une équipe aussi dénommée Facilitateurs de la gestion axée sur les résultats s'ingénia à boycotter cette expérience d'avant-garde, opposée au changement.

De la formation

Former les personnels s'inscrivait dans la priorité du département, car sur 2500 agents recrutés en 2011, 11 % étaient titulaires d'un diplôme d'Etat et construire un Institut national du travail social, devint son objectif. Il fallait en finir avec les bénévoles, tenant les services sociaux sans rémunération. Malheureusement, l'Etat avait d'autres priorités. Et quand il fut admis de recruter 580 agents au bénéfice des affaires sociales, la fonction publique préleva des postes pour les attribuer à d'autres ministères. Mais des formations furet engagées dans les conditions plus spartiates, alors qu'un terrain était acquis.

La coopération tous azimuts

Mme Raoul a pu bénéficier des concours des partenaires comme l'AFD, le BIT, le PAM, la Banque mondiale, le FMI, l'UNICEF. Certains projets engagés grâce à leurs financements ont vu le jour, d'autres ont manqué le financement de la contribution de l'Etat congolais. Le BIT, par exemple, a permis des initiatives de mettre un plan de chantier- école. Et des jeunes ont construit des passerelles, des dalots ; nombreux d'entre eux ont créé leurs micro-entreprises et se sont installés à leur propre compte. La mise en route du projet Lisungi a permis des forfaits monétaires en direction des déshérités. Ces filets sociaux ont apporté des appuis substantiels grâce à l'AFD.

Je suis le ministre de la pauvreté (Page 53)

Un sentiment chrétien semble avoir guidé également Mme Raoul. Ce sont de milliers d'enfants sans actes de naissance, donc manquant d'identité. Le ministère s'est attelé à cela, car est-il possible en plein 21e siècle que les naissances ne soient pas enregistrées P9 ? aussi en ville comme dans l'hinterland. L'enfance vit plusieurs drames, celui de la traite. Et c'est avec le Bénin que des actions hardies ont été menées pour combattre la traite des enfants. Les trafiquants ont été condamnés par la Justice et des enfants rapatriés dans leurs familles d'origine. Des textes ont été pris en conséquence. Il reste encore un volet, celui de l'adoption. Une loi a été élaborée, elle traine à être prise parce que l'on voudrait l'intégrer dans le nouveau code de la famille qui tarde à voir le jour.

L'autre domaine de la misère est celui de l'handicap. Pour rendre la dignité aux personnes handicapées, le ministère des affaires sociales ouvrit à la fonction publique leur recrutement, leur réservant 10 % des postes. Cela permit aux intéressés de se loger, se marier, avoir des enfants, mener une vie presque normale et surtout retrouver de la dignité. Tout comme il fut possible grâce à une ONG hollandaise de faire pratiquer des interventions chirurgicales sur les enfants porteurs de malformations congénitales ou acquises. Le Parlement des enfants permit de son côté l'expression des jeunes. Par un décret, le Président de la République approuva l'une de leurs initiatives réglementant la production, l'importation, le commerce local et l'utilisation des sacs en plastique et sachets. Les étudiants mal voyants ont reçu des accompagnateurs pour entreprendre des études universitaires. Ils furent dotés des matériels techniques.

Le ministère fut un temps chargé de la coordination des actes multisectoriels en collaboration avec les départements de la Justice, de la Santé, de la promotion de la Femme pour les populations autochtones.

Dans le cadre de leur autonomisation et de l'amélioration de leur qualité de vie, les enfants et femmes des peuples autochtones reçurent des instruments aratoires, des semences pour s'affranchir des corvées imposées à eux par les peuples bantous. Cela fut également réalisé grâce aux accords des ONG et des communautés religieuses.

Rares sont les ministres qui exposent le bilan de leur travail et revendique le titre de ministre de la pauvreté comme le fit Mme Raoul. C'est un élan de charité chrétienne.

Le passage de Mme Raoul aura été une vraie équipée. On ne sait de qui elle a hérité cette énergie ? de son éducation, et probablement aussi du mariage avec un officier formé aux grandes écoles.

Elle a frayé un cheminement et posé les premiers jalons aux autres de conduire la barque. Elle est convaincue que le secteur de l'agriculture devrait avoir comme tâche principale nourrir les Congolais.

Et le travail doit être pensé et mené scientifiquement. Et comme une partie importante de la population souffre d'insuffisance alimentaire, le développement n'est pas pour demain. Il importe de sortir des routines et inventer l'avenir en s'inspirant des expériences des autres. Dans un style simple avec un ton hardi, Emilienne Raoul apporte une contribution à l'éclairage des problèmes de notre société. J'encourage les décideurs à lire cet ouvrage disponible à L'Harmattan, près de Congo pharmacie, et à la FNAC au prix de 10.000 francs CFA.

Lecas ATONDI-MONMONDJO

Le cabinet ECIFORM organise des séminaires de formation à BZV et à PN d'octobre à Décembre 2020. Email : contact@eciform-services.net
Tél. : 06 621 49 60/ 05 087 77 19-Sise sur la rue Albert Mampiri, virage Maya-Maya, en face de l'agence de la BPC-www.eciform-services.net

Intitulé de la formation	Date	Coût	Intitulé de la formation	Date	Coût
Elaborer et piloter un plan de formation	12 au 16 Oct.	490 000	Techniques de rédaction administrative	09 au 13 Nov.	490 000
Gestion des risques et délais en projet	12 au 15 Oct.	400 000	Montage des Etats financiers annuels	16 au 20 Nov.	500 000
Suivi-Evaluation des projets et programmes	19 au 23 Oct.	495 000	Management : objectifs et tableau de bord	23 au 25 Nov.	400 000
Archivage et classement des documents	19 au 23 Oct.	490 000	Ms Excel niveau avancé	23 au 27 Nov.	495 000
Gestion de projet, planification et pilotage	26 au 30 Oct.	500 000	Métiers de secrétaire et d'assistanat	30 au 04 Déc.	490 000
Gestion axée sur les résultats (GAR)	02 au 06 Nov.	495 000	Etudes d'impact (EIES)	30 au 04 Déc.	495 000
Inventaire physique et gestion de stocks	02 au 04 Nov.	400 000	Entretiens annuels de fin d'année	16 au 18 Déc.	300 000

CONGO-SAINT MARIN

Renforcer les potentialités agricoles par le compost fait maison

Si très souvent les déchets organiques produits dans les sites pétroliers sont dirigés vers des décharges, à Pointe-Noire, ils sont désormais traités pour la fabrication de compost, élément essentiel dans l'agriculture. Découverte.

Des engrais bio issus d'une plateforme pétrolière ! Il y a de quoi s'étonner. Pourtant, c'est une réalité irréfutable de la recherche scientifique au Congo. La trouvaille a été présentée le 24 septembre dernier au Ministre de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique, Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou, lequel ne s'est pas empêché de louer ce travail d'un haut intérêt scientifique et, partant, de tordre le cou au mythe selon lequel production pétrolière rime forcément avec pollution.

La transformation des déchets organiques en compost est assurée par deux machines de compostage utilisées en association avec un procédé mis au point par la société Green Services et la société saint Marinaise B.E.A. productrice des bactéries qui décomposent les déchets.

La première a été mise en service à la base industrielle d'Eni à Pointe-Noire où elle traite les déchets issus des appartements des agents d'ENI Congo ainsi que de la cantine du club pétrolier. L'autre sur le site de Mboundi, district de Hinda, à une cinquantaine de kilomètres à l'est de Pointe-Noire, traite des détritus provenant du site lui-même.

Chacune possède une capacité de traitement de 60 tonnes annuelles. Longtemps considérés comme peu polluants, parce que biodégradables, les déchets organiques ont été négligés, mais il apparaît que les stocks en décomposition sont un foyer de développement de diverses pathologies. Il faut réduire, voire éliminer les incidences environnementales des décharges. C'est donc une réponse optimale toute trouvée aux défis auxquels sont habituellement confrontées les sociétés d'exploitation pétrolières dans le recyclage des déchets des plateformes.

Et c'est dans cette optique que compostage qu'ENI Congo a commencé à développer en 2018 le concept d'économie circulaire à travers le projet *«Wastel to value»* afin de parvenir à une réussite de la réduction drastique de l'impact environnemental des activités menées par la société par le recyclage du plastique et le bio-traitement des déchets industriels huileux.

C'est dire jusqu'à quel point et à quel rythme tourne la machine du développement durable au sein d'ENI Congo. Au point de grossir la liste des partenaires de la société Green services qui vient de réussir là, son deuxième gros coup écologique au Congo. Green services est en effet la première structure à avoir créé un bio centre où les boues d'hydrocarbures sont transformées en amendants agricoles.

La technique mise au point par des chercheurs de l'Institut de recherches en sciences exactes et naturelles (IRSEN) du Congo, ceux de Saint-Marin et Green Services consiste à assurer un traitement «intégral» des boues d'hydrocarbures par le biais de bactéries naturelles qui digèrent les substances polluantes contenues dans les déchets hydrocarburés.

Des œuvres qui font aujourd'hui de Green services un partenaire sûr dans le cadre de l'innovation technologique et scientifique au point que le ministre Coussou-Mavoungou a récemment ordonné le renforcement de son partenariat avec l'IRSEN.

John NDINGA-NGOMA

La préparation du compost et l'appareil composteur en démonstration

Les techniciens